



MINISTÈRE DES SPORTS,
DE LA JEUNESSE,
DE L'ÉDUCATION
POPULAIRE ET DE
LA VIE ASSOCIATIVE

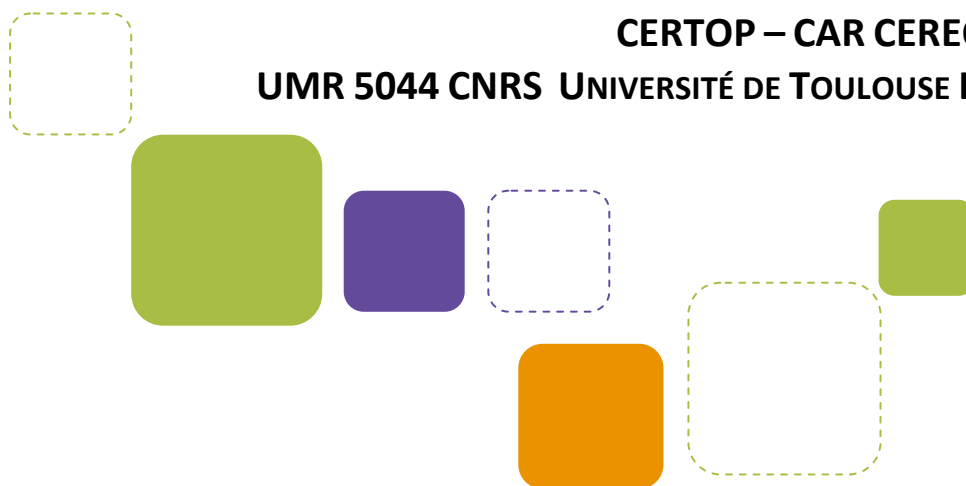


Fonds
d'expérimentation
pour la jeunesse

Accompagner l'insertion professionnelle des étudiants du Centre Universitaire de Formation et de Recherche Jean-François Champollion d'Albi

RAPPORT D'ÉVALUATION
CERTOP – CAR CEREQ

UMR 5044 CNRS UNIVERSITÉ DE TOULOUSE II



Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative
Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95 avenue de France – 75650 Paris cedex 13
www.jeunes.gouv.fr/experimentation-jeunesse

Cette évaluation a été financée par le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets n°6 lancé en 2009 par le Ministère chargé de la jeunesse.

Le fonds d'expérimentation est destiné à favoriser la réussite scolaire des élèves et améliorer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il a pour ambition de tester de nouvelles politiques de jeunesse grâce à la méthodologie de l'expérimentation sociale. A cette fin, il impulse et soutient des initiatives innovantes, sur différents territoires et selon des modalités variables et rigoureusement évaluées. Les conclusions des évaluations externes guideront les réflexions nationales et locales sur de possibles généralisations ou extensions de dispositifs à d'autres territoires.

Les résultats de cette étude n'engagent que leurs auteurs, et ne sauraient en aucun cas engager le Ministère.

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative

Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France 75 650 Paris Cedex 13
Téléphone : 01 40 45 93 22

Pour plus d'informations sur le déroulement du projet, vous pouvez consulter sur le site www.experimentation.jeunes.gouv.fr la note de restitution finale soumise au FEJ par le porteur de projet.



Intitulé du projet

Accompagner l'insertion professionnelle des étudiants du Centre Universitaire de Formation et de Recherche Jean-François Champollion d'Albi

Structure porteuse du projet

Centre Universitaire de Formation et de recherche J.-F. Champollion
directeur : Hervé Pingaud, professeur des universités

responsables du projet :

- Sandrine Croity-Bel, maître de conférences, chargée de mission orientation et insertion
- Naïma Marengo, IGE, responsable de la division de l'orientation des stages et de l'insertion

Durée d'expérimentation : 3 ans

Date de remise du rapport d'évaluation : 29 SEPTEMBRE 2012



RÉSUMÉ

L'accompagnement des étudiants est un axe important de la stratégie du CUFR. Il constitue le « plus » que peut offrir l'établissement qui, compte-tenu de sa taille, mise sur la relation de proximité. Mis progressivement en place à partir de 2007, le Dispositif d'Aide à la Réussite Universitaire et Professionnelle (DARUP) propose des unités d'enseignement spécifiques à la professionnalisation et l'insertion des diplômés de licence. Si les étudiants ne sont pas spécialement demandeurs de ce type de dispositif, ils en apprécient son existence. Tous y voient une certaine utilité (conforter un choix de filière, acquérir des outils...) mais l'impact des actions et services proposés sur leur parcours est difficile à évaluer. La cohérence du dispositif ne s'impose pas de manière évidente d'autant que certaines actions sont facultatives ou peuvent apparaître redondantes. L'apprentissage du dispositif ne concerne pas seulement les étudiants. Son succès repose sur l'engagement des équipes pédagogiques qui peuvent être réticentes à prendre en charge ce type de mission. Aussi penser la professionnalisation des étudiants revient à penser autrement la transmission des savoirs. Un tel dispositif – s'il pouvait paraître innovant au début de l'expérimentation – s'est maintenant largement généralisé dans les universités dans le cadre du Plan pour la Réussite en Licence. Reste que l'expérimentation d'Albi prend valeur d'exemple dès lors que l'on s'interroge sur les capacités des universités à se saisir de la question du devenir professionnel de leurs étudiants de premier cycle.



NOTE DE SYNTHÈSE

L'évaluation concerne une expérimentation menée par une petite université pluridisciplinaire (moins de 3000 étudiants) et multisites, implantée en zone rurale. Depuis sa création en, 2002, l'établissement a posé comme une priorité stratégique de son développement, la réussite universitaire et professionnelle de ses étudiants.

Le projet « Accompagner l'insertion professionnelle des étudiants » déposé en 2009 par le CUFR J.-F. Champollion dont les objectifs s'inscrivent pleinement dans les axes du programme national d'expérimentation en faveur des jeunes lancé en 2008 : lutter contre le décrochage et l'échec par des actions d'orientation et d'accompagnement vers l'insertion professionnelle, améliorer la transition entre la formation et l'emploi par des actions innovantes menées en partenariat avec les acteurs du monde professionnel. Les actions expérimentées concernent l'ensemble des cursus de licence proposées sur le site d'Albi.

Le protocole de l'expérimentation prévoit une évaluation des actions en vue de leur généralisation ou essaimage. L'équipe d'évaluation fait partie du centre associé régional CEREQ intégré au CERTOP (UMR 5044 CNRS-Université de Toulouse). Les membres de cette équipe participent depuis de nombreuses années à des travaux nationaux et internationaux sur les politiques publiques relatives aux systèmes éducatifs.

L'objectif général de l'évaluation est de mesurer l'impact des dispositions prises pour accompagner les étudiants sur leurs choix d'orientation et leur insertion professionnelle. En quoi les dispositifs d'accompagnement ont-ils un impact sur le parcours des étudiants ? La corrélation entre l'accompagnement et ses effets positifs sur la réussite des parcours étudiants a été posée à titre d'hypothèse selon une méthodologie développée ci-après. L'équipe d'évaluation a également souhaité apprécier les impacts de ces actions à l'échelle de l'établissement et de son environnement dès lors que la mise en œuvre de l'expérimentation avait pour objectif de démontrer la pertinence de l'échelon local pour mener des actions d'accompagnement à l'insertion. L'expérimentation vise à diffuser, au sein de l'établissement, la problématique de l'insertion professionnelle des étudiants et, au niveau de l'environnement, une autre image de l'université. De quelle manière les différentes actions ont été prises en compte et/ou prises en charge par les équipes pédagogiques ? En quoi cela modifie-t-il le regard des enseignants sur cette problématique ? Il est postulé ici que la réussite d'un tel dispositif ne repose pas uniquement sur sa mise en œuvre organisationnelle mais également sur la mobilisation et l'adhésion des corps enseignants.

L'expérimentation concerne cinq actions :

- *la création d'un « portail de l'insertion professionnelle »* pour la gestion des offres/demandes de stages et d'emploi, la gestion administrative et pédagogique des stages et le stockage des CV.
- *la mise en place de séances de préparation des étudiants avant le stage* pour

leur donner les outils méthodologiques pour analyser les compétences acquises et rédiger leur rapport

- *l'initiation à l'outil numérique PEC dans le cadre de l'UE Portefeuille d'Expériences et de Compétences.* En cours d'expérimentation dans une vingtaine d'établissements universitaires, cet outil propose une démarche didactique et interactive pour pérenniser la construction d'un e-portefolio.
- *la mise en place d'une UE d'initiation à la création et à la gestion d'entreprise*
- *L'organisation de job dating.*

L'ensemble de ces actions sont proposées aux étudiants, soit dans le cadre de leur cursus (préparation aux stages, PEC, initiation à la création et à la gestion d'entreprise), soit au niveau de l'établissement (portail et job dating). Elles participent de la mise en place du DARUP.

Le travail d'évaluation s'est décliné sur quatre volets :

- Le Volet 1 a permis de mettre en évidence les conditions et modalités de mise en œuvre du dispositif : conditions de portage et de mobilisation interne, modalités opérationnelles : pilotage, ingénierie de formation, système d'information, sensibilisation des personnels des services impliqués à la problématique de l'insertion et influence sur les relations entre services (évolutions institutionnelles).
- Le Volet 2 a étudié la manière dont les enseignants-chercheurs se sont appropriés le dispositif : l'impact du DARUP sur leurs représentations, leurs pratiques et sur l'intégration des missions d'orientation et d'insertion professionnelle dans leur activité.
- Le Volet 3 devait mettre en évidence l'appropriation du dispositif par les partenaires extérieurs du territoire : conditions de développement des partenariats externes et place du projet dans les dispositifs locaux d'insertion, évaluation de l'appropriation du dispositif, de son efficacité relative (qualité CV, entretien, etc.) pour les stages et l'insertion (Job Dating, notamment), évaluation du degré d'engagement des différents partenaires locaux. Ce volet n'a pas été conduit à son terme (voir infra).
- Le Volet 4 a permis de mesurer l'impact du dispositif sur les étudiants : amélioration de l'orientation en cours de cursus, afin notamment d'éviter le décrochage, apport du dispositif pour les sortants en cours de cursus (décrocheurs), qu'ils suivent une autre formation (lien au projet professionnel construit dans le cadre du dispositif) ou entrent sur le marché du travail, amélioration de l'insertion pour les sortants en fin de cursus L3.

Le recueil de données a croisé plusieurs méthodes : analyse documentaire, entretiens semi-directifs et questionnaires. Pour le volet statistique, la composition des groupes test et témoins a dû tenir compte des spécificités du dispositif et de son environnement. Compte-tenu de la taille de l'établissement et du fait que tout le dispositif n'était pas opérationnel au moment de l'évaluation, le choix a été fait d'interroger les étudiants de deux cohortes successives (2009-2010 et 2010-2011). La première interrogation concerne

les étudiants de la première cohorte (groupe témoin 1). La deuxième interrogation porte sur le dispositif complet (groupe test). Un groupe témoin extérieur a été constitué par appariement avec des étudiants de quatre autres universités enquêtés dans le cadre de l'évaluation du dispositif PEC. Au total, trois groupes de 690 étudiants ont été interrogés de manière exhaustive. En outre les objectifs étant multiples, les investigations statistiques sont donc assez éloignées d'un protocole expérimental standard.

Le croisement des résultats qualitatifs et quantitatifs montre la bonne perception du dispositif par les étudiants que ce soit en termes de « services rendus » par l'université, ou de contenu des actions proposées. Les écarts significatifs entre le groupe témoin interne et le groupe test montrent d'ailleurs l'évolution positive de cette perception. Sont particulièrement appréciés l'aide du CV, le bilan de compétence et l'aide à la construction du projet professionnel. On notera cependant la moins bonne appréciation de la DOSI qui ne répond pas aux demandes d'aide de recherche de stage et la contre-performance du portail des stages liée aux retards pris dans sa mise en service. Par contre, les résultats statistiques ne montrent pas d'effets directs importants sur les parcours des étudiants. Notons d'ailleurs que le point de vue des enseignants est plus nuancé. Si le DARUP paraît utile pour rassurer les étudiants les plus angoissés face à leur avenir, la formalisation d'un projet professionnel arrive, à leur sens, trop tôt dans le cursus.

Rappelons que les étudiants de deuxième et troisième années qui se sont inscrits dans ce dispositif sont marginaux (environ deux sur dix). Comme toute nouveauté, ce type d'accompagnement nécessite des apprentissages dont la durée dépasse le temps de l'expérimentation. L'appropriation du DARUP nécessite, de la part des étudiants, de développer une vision à long terme de leur trajectoire et de modifier leur perception des études universitaires notamment dans le premier cycle, ce qu'ils sont rarement en capacité de faire. L'entrée dans un premier cycle universitaire repose parfois sur des choix par défaut (attente de concours par exemple) ou sur un projet professionnel peu construit. On peut penser que l'introduction de modules orientés vers l'insertion professionnelle dans les cursus devrait avoir un impact positif quant à la construction d'une vision à moyen terme par les étudiants en termes de choix d'orientation (ou de réorientation). Il reste cependant difficile d'évaluer son impact réel sur les sorties d'étude sans diplôme (décrochage).

Reste que la mise en œuvre de telles actions interroge les activités des équipes pédagogiques, traditionnellement orientées vers l'enseignement académique et la recherche, et plus globalement la prise en charge de cette mission par les universités. D'autant plus que ces activités sont mises en place sous forme d'expérimentations largement subventionnées (voir ce qui se passe aujourd'hui avec le plan Licence). La pérennité des dispositifs d'accompagnement repose sur des choix stratégiques, en matière d'allocations de moyens et d'organisation et de valorisation de l'engagement des enseignants, et un réel retour sur investissement en termes d'insertion professionnelle réussie des diplômés. Il est encore trop tôt pour dire ce qu'il en est sur ce point.

Concernant la transférabilité de l'expérimentation albigeoise, il paraît difficile de donner une réponse claire et définitive. Le DARUP est encore à consolider localement et doit faire l'objet d'une mise en place dans les sites de Rodez et de Castres.

Au regard de ce qui se fait dans d'autres universités, certaines actions qui pouvaient paraître innovantes se sont largement diffusées avec le Plan pour la réussite en licence : projet personnel et professionnel de l'étudiant, portefeuille d'expériences et de compétences, stages... L'originalité du CUFR est d'avoir mis en place un dispositif complet adossé à des services ad hoc. Sa faiblesse tient à sa faible capacité à intégrer l'ensemble de ce dispositif dans les maquettes de formation et à mobiliser l'ensemble des équipes pédagogiques. Une autre difficulté tient à la création de liens efficaces et pérennes entre le monde professionnel et des étudiants de licences généralistes (difficultés à trouver des stages, job dating...). Ces liens ne peuvent se pérenniser, qu'à moyen et long terme, par des relations suivies et soutenues.

Si l'on devait tirer quelques enseignements de cette expérimentation, ce serait :

- de pointer les doublons et les incohérences qui peuvent apparaître au niveau du dispositif, liés à des modules dont les finalités et les contenus sont proches (portefeuille d'expérience, préparation au stage, techniques de recherche de stage et d'emploi). La même remarque doit être faite concernant les outils informatiques dont se dotent les universités (portail de stage, PEC).
- de souligner les limites d'un dispositif « à la carte » dès lors que l'on souhaite faire de l'accompagnement des étudiants un axe fort de la stratégie pédagogique
- d'affirmer la nécessité d'une plus grande information des équipes pédagogiques sur les enjeux d'un tel dispositif et de prendre les mesures nécessaires pour valoriser l'accompagnement des enseignants
- de se doter d'indicateurs permettant de mesurer les effets du dispositif sur les trajectoires étudiantes.

Il paraît également nécessaire de bien mesurer l'impact organisationnel et financier de ce type de dispositif dans un contexte budgétaire plus tendu si l'on souhaite le pérenniser.

Au terme de ce travail, l'évaluation de l'expérimentation mise en place par le CUFR J.-F. Champollion a confirmé la capacité d'une petite université à se saisir de la mission d'accompagnement à l'insertion professionnelle des étudiants. Un dispositif comme le DARUP permet, aux étudiants qui le souhaitent, de préparer au mieux leur parcours d'étude et de se doter d'outils pour trouver un stage ou un emploi. Ses limites tiennent à sa faible institutionnalisation et aux apprentissages nécessaires pour amener les étudiants à penser autrement leur trajectoire universitaire. Car, bien qu'appréciées par leurs apports pratiques, les actions proposées ne répondent pas à une demande formulée par les étudiants et peinent à trouver une place légitime dans les maquettes de diplôme. Au final et malgré son ampleur, le dispositif ne touche pas la majorité des inscrits en licence.

La généralisation d'un tel dispositif est d'ores et déjà inscrite dans le Plan pour la réussite en licence. La réforme des maquettes d'enseignement prévoit l'obligation de construire avec l'étudiant son projet personnel et professionnel dès la première année, d'effectuer au moins un stage avant la fin du cursus et de proposer des outils pour son insertion sur le marché du travail. La mise en œuvre de ce plan a accompagné la diffusion de nouveaux dispositifs tels que le PEC (Portefeuille d'Expériences et de Compétences) ou la charte des stages. Le projet monté par Albi va dans ce sens.



PLAN DU RAPPORT

Introduction générale p.7

1. L'expérimentation p.8

1.1. Objectifs du projet et nature de l'action expérimentée p.8

1.1.1. Objectifs du projet

1.1.2. Actions expérimentées

1.1.3. Posture de l'évaluateur dans la conception et la conduite du projet

1.2. Objectifs et modalités de l'évaluation p.10

1.2.1. Problématique et méthodologie mise en œuvre

1.2.2. Validité interne

a. Comparabilité du groupe bénéficiaire et du groupe témoin

b. Données qualitatives

c. Recoupement des données

2. Enseignements de politique publique p.16

2.1. Résultats de l'évaluation p.16

2.1.1. Les publics touchés par l'expérimentation

a. Caractéristiques des bénéficiaires de l'expérimentation

b. Adhésion du public ciblé au dispositif

2.1.2. Les effets du dispositif expérimenté

a. Effets de l'expérimentation sur le public bénéficiaire

b. Effets attendus et effets induits/inattendus

c. Gouvernance et coordination d'acteurs

d. Conclusion de la partie et mise en perspective

2.2. Validité externe des résultats et perspectives de généralisation/essaimage
p.24

2.2.1. Caractère expérimental du dispositif évalué

2.2.2. Caractère transférable du dispositif et changement d'échelle

a. Représentativité du terrain, des acteurs et du public bénéficiaire

b. Contexte expérimental

c. Transférabilité du dispositif

Conclusion générale p.26

Bibliographie

Annexes



INTRODUCTION GENERALE

En 2007, la loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (loi LRU) a confié aux universités une nouvelle mission : accompagner l'insertion professionnelle des étudiants. Si les universités étaient déjà parties prenantes de cette mission à travers la mise en place de parcours de formation professionnalisants (DUT, DESS, MST puis licences et masters professionnels), cet objectif a été assorti d'une obligation de moyens et de résultats déclinée dans le *Plan pour la réussite en licence* présenté par le Ministère de l'enseignement supérieur en décembre de la même année. Ce plan a pour ambition de réduire les sorties prématurées du 1^{er} cycle universitaire par la construction de projets d'étude permettant améliorer les choix d'orientation ou de réorientation et, de préparer la transition entre la formation et l'emploi par la généralisation des stages et l'acquisition de toutes techniques ou démarches favorisant l'insertion sur le marché du travail.

C'est dans ce cadre de politique publique, que se situe le projet « Accompagner l'insertion professionnelle des étudiants » déposé en 2009 par le CUFR J.-F. Champollion dont les objectifs s'inscrivent pleinement dans les axes du programme national d'expérimentation en faveur des jeunes lancé en 2008 : lutter contre le décrochage et l'échec par des actions d'orientation et d'accompagnement vers l'insertion professionnelle, améliorer la transition entre la formation et l'emploi par des actions innovantes menées en partenariat avec les acteurs du monde professionnel.

Le protocole prévoit une évaluation des actions expérimentées en vue de leur généralisation ou essaimage. L'équipe d'évaluation fait partie du centre associé régional CEREQ intégré au CERTOP (UMR 5044 CNRS-Université de Toulouse). Les membres de cette équipe participent depuis de nombreuses années à des travaux nationaux et internationaux sur les politiques publiques relatives aux systèmes éducatifs (bibliographie).

L'objectif général de l'évaluation est de mesurer l'impact des dispositions prises pour accompagner les étudiants sur leurs choix d'orientation et leur insertion professionnelle. En quoi les dispositifs d'accompagnement ont-ils un impact sur le parcours des étudiants ? La corrélation entre l'accompagnement et ses effets positifs sur la réussite des parcours étudiants a été posée à titre d'hypothèse selon une méthodologie développée ci-après. L'équipe d'évaluation a également souhaité apprécier les impacts de ces actions à l'échelle de l'établissement et de son environnement dès lors que la mise en œuvre de l'expérimentation avait pour objectif de démontrer la pertinence de l'échelon local pour mener des actions d'accompagnement à l'insertion. L'expérimentation vise à diffuser, au sein de l'établissement, la problématique de l'insertion professionnelle des étudiants et, au niveau de l'environnement, une autre image de l'université. De quelle manière les différentes actions ont été prises en compte et/ou prises en charge par les équipes pédagogiques ? En quoi cela modifie-t-il le regard des enseignants sur cette problématique ? Il est postulé ici que la réussite d'un tel dispositif ne repose pas uniquement sur sa mise en

œuvre organisationnelle mais également sur la mobilisation et l'adhésion des corps enseignants.

Pour ce faire, le recueil de données a reposé sur la combinaison d'une étude documentaire, d'une approche qualitative par entretiens auprès des porteurs de projet, d'enseignants et d'intervenants extérieurs, d'étudiants, et d'une approche statistique par questionnaires passés auprès des étudiants.

Au terme de l'évaluation, les principaux résultats font apparaître des appréciations mitigées. Si les étudiants qui ont participé aux différentes actions sont globalement satisfaits, ils sont loin d'être majoritaires

1. L'expérimentation

1.1. Objectifs du projet et nature de l'action expérimentée

1.1.1. Objectifs du projet

Le projet déposé par le CUFR J.-F. Champollion entend démontrer que l'échelon local est le niveau pertinent pour mener des actions d'accompagnement à l'insertion des étudiants, postulant l'existence de solidarités existantes sur le territoire et des facilités de mobilisation des acteurs locaux. Depuis sa création en 2002, l'établissement a marqué sa volonté d'ancrer le développement de ses formations dans une logique de proximité pour répondre à une demande sociale de formation supérieure sur le territoire et en synergie avec les attentes du tissu économique local.

Les priorités de l'établissement – inscrites dans les contrats quadriennaux signés en 2007 et 2011 - sont centrées sur la réussite, la professionnalisation et l'insertion des étudiants de licence. Différentes actions ont été mises en place à travers un Dispositif d'Aide à la Réussite Universitaire et Professionnelle (DARUP) :

2007-2008

- Ouverture des UE « construction d'un parcours de formation – construction d'un projet professionnel / PPP» (semestre 1 – inscription obligatoire), « portefeuille de compétences » (semestre 3 – inscription optionnelle), « techniques de recherche d'emploi » (semestre 5 – inscription optionnelle)
- Généralisation d'un stage obligatoire dans le parcours Licence
- Développement de l'apprentissage

2008-2009

- Désignation d'enseignants référents stages par filières
- Création du CFA « Métiers financiers et commerciaux »

2010-2011

- Création du portail Internet « Insertion professionnelle »
- Organisation du premier « job dating ».

La mise en place de ce projet s'est accompagnée d'un renforcement du pilotage stratégique et des moyens administratifs. En 2007, trois chargés de mission ont intégré l'équipe de direction en charge (1) de l'accompagnement à la réussite des étudiants, (2) des stages, (3)

de l'observatoire à la vie étudiante. En janvier 2010, la création de la DOSI (division de l'orientation, des stages et de l'insertion) a permis de regrouper en un seul service, le SIOU, le BAIP (bureau d'aide à l'insertion professionnelle) et une cellule stage.

Le projet du CUFR en matière d'insertion professionnelle repose sur le principe selon lequel, à la fin de sa scolarité, chaque étudiant de licence inscrit dans l'établissement aura suivi l'unité d'enseignement (UE) obligatoire pour la construction de son parcours de formation et réalisé au moins un stage au cours de sa scolarité. Il aura eu la possibilité d'enrichir un socle de connaissances et de techniques pour réussir son insertion professionnelle (UE optionnelles, ateliers, conférences, forum).

Le projet est piloté, en interne, par le directeur de l'établissement, les trois chargés de mission et la responsable de la DOSI.

1.1.2. Actions expérimentées

Le projet déposé auprès du FEJ repose sur l'expérimentation de cinq actions :

- *la création d'un « portail de l'insertion professionnelle »* pour la gestion des offres/demandes de stages et d'emploi, la gestion administrative et pédagogique des stages et le stockage des CV.
- *la mise en place de séances de préparation des étudiants avant le stage* pour leur donner les outils méthodologiques pour analyser les compétences acquises et rédiger leur rapport
- *l'initiation à l'outil numérique PEC dans le cadre de l'UE Portefeuille d'Expériences et de Compétences.* En cours d'expérimentation dans une vingtaine d'établissements universitaires, cet outil propose une démarche didactique et interactive pour pérenniser la construction d'un e-portefolio.
- *la mise en place d'une UE d'initiation à la création et à la gestion d'entreprise*
- *L'organisation de job dating.*

L'ensemble de ces actions sont proposées aux étudiants de licence, soit dans le cadre de leur cursus (préparation aux stages, PEC, initiation à la création et à la gestion d'entreprise), soit au niveau de l'établissement (portail et job dating). Elles participent de la mise en place du DARUP.

1.1.3. Posture de l'évaluateur dans la conception et la conduite du projet

Les échanges avec l'équipe du CUFR se sont déroulés dans le cadre du démarrage du projet, l'équipe d'évaluation ayant été sollicitée à la fin de l'année 2009.

Trois réunions ont eu lieu pour discuter le protocole d'évaluation, accompagnées de nombreux échanges téléphoniques.

Le projet initial a été révisé à notre demande pour permettre la réalisation d'une évaluation dans les meilleures conditions possibles, notamment en limitant le champ d'étude au niveau Licence et au site d'Albi.

Une fois le protocole mis en place, l'équipe d'évaluation n'est plus intervenue dans la conception et le déroulement du projet.

La qualité des échanges entre les porteurs du projet et l'équipe d'évaluation a été tout à fait satisfaisante. La communication s'est faite simplement soit par mail, soit par téléphone ou en vis-à-vis (proximité géographique) avec des échanges réguliers d'information en termes d'avancée de l'expérimentation et d'organisation de nos venues sur le terrain.

1.2 Objectifs et modalités de l'évaluation

1.2.1 Problématique et méthodologie mise en œuvre

L'évaluation concerne une expérimentation menée par une petite université (moins de 3000 étudiants) implantée sur quatre campus (Albi, Rodez, Castres et Figeac). Depuis sa création en 2002 en tant qu'établissement public à caractère administratif, les équipes dirigeantes ont souhaité développer un établissement à « taille humaine », ancré dans le territoire nord-est de Midi-Pyrénées. La réussite des étudiants, tant dans leur parcours de formation que leur insertion professionnelle, constitue une priorité. Pour ce faire, l'établissement mise sur les atouts de la proximité pour accompagner et encadrer les étudiants et pour favoriser leur professionnalisation. C'est à ces objectifs que répondent la mise en place du DARUP et le développement des stages.

Le projet expérimenté concerne l'ensemble des cursus des licences (soit 12 parcours diplômants) du site principal d'Albi (annexe 1 – présentation de l'établissement). Initialement, l'évaluation devait également porter sur le site de Rodez (deuxième en importance d'inscrits en licence). Mais, il s'est avéré que sur ce site, la mise en œuvre du DARUP n'était pas encore effective au moment de l'évaluation. C'est en accord avec l'équipe du CUFR que nous avons abandonné les investigations sur ce site.

Le protocole d'évaluation du projet comporte : une partie qualitative permettant d'apprécier les aspects institutionnels des actions menées, l'accompagnement de ces actions par les équipes pédagogiques et la réception du dispositif par les étudiants ; une partie quantitative permettant de mesurer les impacts des différentes actions du dispositif sur les parcours des étudiants interrogés à différents moments de l'expérimentation. Le choix de cette méthodologie a été guidé par quatre interrogations qui nous semblaient indissociables pour mesurer et évaluer la pertinence des actions mises en œuvre :

- l'impact d'un tel dispositif sur l'organisation de l'établissement et le déroulement des formations
- la qualité de l'accompagnement personnalisé proposé aux étudiants : intérêts et limites du dispositif
- l'efficacité du dispositif pour les partenaires extérieurs
- l'impact du dispositif sur la construction du projet professionnel et l'orientation, sur l'amélioration de l'insertion des décrocheurs et des sortants en fin de cycle L.

Le travail d'évaluation s'est décliné sur quatre volets :

- Le Volet 1 a permis de mettre en évidence les conditions et modalités de mise en œuvre du dispositif : conditions de portage et de mobilisation interne, modalités opérationnelles : pilotage, ingénierie de formation, système d'information, sensibilisation des personnels des services impliqués à la problématique de l'insertion et influence sur les relations entre services (évolutions institutionnelles).
- Le Volet 2 a étudié la manière dont les enseignants-chercheurs se sont appropriés le dispositif : l'impact du DARUP sur leurs représentations, leurs pratiques et sur l'intégration des missions d'orientation et d'insertion professionnelle dans leur activité.
- Le Volet 3 devait mettre en évidence l'appropriation du dispositif par les partenaires extérieurs du territoire : conditions de développement des partenariats externes et place du projet dans les dispositifs locaux d'insertion, évaluation de l'appropriation du dispositif, de son efficacité relative (qualité CV, entretien, etc.) pour les stages et l'insertion (Job Dating, notamment), évaluation du degré d'engagement des différents partenaires locaux. Ce volet n'a pas été conduit à son terme (voir infra).
- Le Volet 4 a permis de mesurer l'impact du dispositif sur les étudiants : amélioration de l'orientation en cours de cursus, afin notamment d'éviter le décrochage, apport du dispositif pour les sortants en cours de cursus (décrocheurs), qu'ils suivent une autre formation (lien au projet professionnel construit dans le cadre du dispositif) ou entrent sur le marché du travail, amélioration de l'insertion pour les sortants en fin de cursus L3.

Les techniques d'investigation ont privilégié une approche qualitative par des entretiens semi-directifs (volets 1-2-3-4) et une enquête quantitative par questionnaire (méthode expérimentale test-témoin, volet 4 – annexe 2 le questionnaire).

Concernant **l'approche qualitative**, quatre grilles d'entretiens ont été élaborées (voir annexe) en direction des publics visés : membres de l'équipe de direction (inclus les porteurs de l'expérimentation et des responsables de formation), enseignants et enseignants chercheurs encadrant les actions du DARUP, intervenants extérieurs et étudiants inscrits en licence (première, deuxième et troisième années). Les points abordés dans chaque catégorie d'entretien visaient à nourrir nos questionnements de départ :

Grille d'entretien n°1 : équipe de direction

- Fonctions occupées et parcours professionnel
- Objectifs de la démarche et conditions de mise en place
- Impacts organisationnels
- Information et mobilisation des équipes pédagogiques
- Evaluation de la réception par les étudiants

Grille d'entretien n°2 : enseignants et enseignants chercheurs

- Fonctions occupées et parcours professionnel (profil)
- Perception et réception de la politique d'accompagnement (degré d'adhésion – représentation critique)

- Mobilisation et implication personnelle dans les différentes actions du dispositif (motivations professionnelles)
- Compétences, savoir-faire et apprentissages spécifiques liés à l'accompagnement (définition d'une nouvelle mission - transformation des rôles)
- Evaluation des actions encadrées (plus-value pour l'étudiant et/ou le cursus)

Grille d'entretien n°3 : partenaires extérieurs

- Fonctions occupées – présentation de leur structure
- Implication dans le fonctionnement du DARUP
- Perception des actions de l'université
- Evaluation de l'insertion professionnelle des étudiants de niveau L

Grille d'entretien n°4 : étudiants

- Parcours scolaire et universitaire
- Projet d'études/professionnel
- Connaissance du dispositif (outils utilisés-UE suivies)
- Appréciation du dispositif et de l'accompagnement
- Appréciation des apports sur l'orientation et l'insertion.

Les grilles d'entretien ont été élaborées par les sociologues de l'équipe d'évaluation sans participation ou validation des porteurs de projet.

Concernant **l'approche quantitative (statistique)**, l'analyse repose sur l'exploitation de données issues d'enquêtes auprès des étudiants passés par le dispositif (test) et d'autres non bénéficiaires de l'ensemble du dispositif (témoin). Le questionnaire a été élaboré par les économistes et statisticiens de l'équipe d'évaluation sans participation ou validation des porteurs de projet.

Comportant une centaine de questions (annexe 2 le questionnaire), l'outil a été construit selon un protocole déjà éprouvé lors de l'évaluation d'une autre expérimentation (PEC) par les mêmes membres de l'équipe en charge de l'approche statistique. La passation du questionnaire a été réalisée par les observatoires de la vie étudiante selon un cahier des charges établi par les expérimentateurs, par mail suivi d'une relance téléphonique.

Le questionnaire comprend des variables permettant des indicateurs de satisfaction et d'objectifs (insertion, orientation et décrochage) et des variables de contexte (origine, parcours).

La composition des groupes test et témoins a dû tenir compte des spécificités du dispositif et de son environnement. Compte-tenu de la taille de l'établissement, il n'était pas possible de constituer – en interne - des groupes test et témoin sur une même année. D'autre part, en 2009-2010, le dispositif n'était que partiellement en place. Or l'originalité de la démarche étant sa globalité et sa « géométrie variable » selon les souhaits des étudiants, le choix a été fait d'interroger les étudiants d'Albi de deux cohortes successives. La première interrogation concerne les étudiants de la première cohorte (groupe témoin 1). La deuxième interrogation porte sur le dispositif complet (groupe test). Un groupe témoin extérieur a été constitué par appariement avec des étudiants de quatre autres universités enquêtés dans le cadre de l'évaluation du dispositif PEC. Au total, trois groupes de 690 étudiants ont été interrogés.

- **groupe témoin 1** : 230 étudiants d'Albi sortants de L3 en 2009-2010 ayant suivi l'UE obligatoire (construction des parcours de formation – semestre 1) et ayant eu la possibilité de s'inscrire aux trois UE optionnelles mises en œuvre à partir de 2007 (portefeuille de compétences – semestre 3 ; techniques de recherche de stages et d'emploi et initiation à la création et à la gestion d'entreprise – semestre 5. Cette dernière UE concerne un nombre limité de vingt étudiants compte-tenu de ses finalités.
- **groupe test** : 230 étudiants d'Albi sortants de L3 en 2010-2011 ayant bénéficié de l'intégralité du dispositif (les 4 UE obligatoires et facultatives précitées) plus le portail étudiant et le job dating mis en place à la rentrée 2010 . Une seconde interrogation a donc été effectuée pour un même effectif de 230 étudiants (2010-2011) en mars 2012, mais ayant bénéficié des nouveaux dispositifs (PEC, portail, job dating). Les étudiants du groupe test ont été proposés par l'expérimentateur. Ainsi, leur sélection n'a pas été aléatoire mais fonction de l'engagement des UFR, des accompagnateurs disponibles etc.
- **groupe témoin externe** : 230 étudiants de mêmes niveaux et spécialités que ceux d'Albi inscrits dans quatre universités participant à l'expérimentation du PEC (Bordeaux 1 , Lille 1, Toulon , Créteil).
Concernant les groupes d'Albi, la sélection des spécialités a été effectuée en regard des étudiants entrés dans le dispositif en 2010, connus puisque l'enquête pour les étudiants 2009-2010 a eu lieu en mars 2011. Les effectifs étant comparables pour les spécialités retenues c'est l'intégralité des étudiants des L3 concernés qui ont été interrogés pour le deux années.

La population étudiante interrogée est exhaustive, il n'y pas eu de tirage aléatoire. En outre les objectifs étant multiples, les investigations statistiques sont donc assez éloignées d'un protocole expérimental standard.

1.2.2 Validité interne

a- Comparabilité du groupe bénéficiaire et du groupe témoin

L'analyse procède de la statistique descriptive et de comparaisons d'indicateurs entre groupe test (groupe bénéficiaire) et groupes témoins.

Pour tenter de mesurer un « effet propre » à ces nouveaux dispositifs, le groupe des étudiants inscrits en 2009-2010 a servi de groupe témoin. Le dispositif étant partiellement en place pour le groupe témoin et l'originalité du dispositif étant sa globalité et sa « géométrie variable » selon les souhaits des étudiants (dispositif intégré au niveau institutionnel - regroupement au sein du BAIP de l'OVE du SUIO du bureau des stages - et adapté aux différentes attentes des étudiants), nous avons donc, pour la dernière interrogation (dispositif complet) constitué le second groupe témoin externe par appariement au sein des étudiants des quatre autres universités.

Tableau 1 1 : Les étudiants enquêtés répondants

L3	ALBI		extérieur	cylindré
Spécialité	Témoin 2009-2010	Test 2010-2011		
BIO	23	7	7	7
GEO	16	25	25	16
HISTOIRE	24	27	27	24
INFO MATH MECA	14	14	14	14
PHYS CHIM	21	14	14	14
PSY	44	35	35	35
SOCIO	25	29	29	25
total	167	151	151	135

Sélection des deux groupes	Mode de sélection	appariement qualitatif.
	Unité de sélection	spécialité
	Critères de sélection	Etudiants de L3 2010-2011 ayant pu bénéficier de l'ensemble du dispositif (en L1-L2-L3) comparer à des étudiants de L3 2009-2010 (non bénéficiaires : témoin). Ce dernier échantillon a été constitué fin 2010 par appariement avec l'échantillon test (appariement sur les spécialités), les bénéficiaires 2010-2011 étant connus à cette période. Pour le fichier test extérieur les étudiants ont été tirés au hasard parmi les répondants de l'enquête PEC au sein du groupe témoin de cette évaluation (non bénéficiaires du PEC).
Comparabilité des groupes	Au démarrage de l'expérimentation	Quelques différences en termes de répartition des effectifs entre les spécialités
	Taux de réponse et attrition différentiels	les taux de réponse des deux années ont été un peu différents 72% et 66%, les résultats ont conduit à des effectifs de 167 étudiants pour le groupe témoin 2009-2010 et 151 pour 2010-2011. Nous avons alors effectué les tests sans cylindrage et en cylindrant le premier échantillon (élimination des 16 derniers interrogés), soit en faisant « comme ci » les relances avaient été stoppées au même taux de réponse.

b- Données qualitatives

Au total, quarante entretiens ont été réalisés sur le site d'Albi auprès des quatre groupes cibles. Les entretiens ont été menés par les sociologues de l'équipe d'évaluation (annexe 4 bilan intermédiaire de l'analyse qualitative).

Les évaluateurs n'ont pas rencontré de difficultés particulières pour obtenir les rendez-vous. Les listes des personnels, des étudiants et des extérieurs ont été fournies par la DOSI sans filtre préalable. Toutes les personnes rencontrées étaient volontaires et avaient pris connaissance, au préalable, des points devant être abordés. L'ensemble des entretiens ont été retranscrits et analysés. Les entretiens ont été passés soit en face à face sur le site d'Albi soit par téléphone.

Tous les enseignants et enseignants chercheurs engagés dans le dispositif ont été contactés par mail pour un entretien (soit une quinzaine de personnes). Neuf ont répondu positivement à notre demande d'entretien, les autres ont décliné pour des raisons d'incompatibilité d'emplois du temps. La plupart des personnes rencontrées sont des enseignants-es expérimentés-ées (plus de 10 ans de carrière) intervenant majoritairement dans le domaine des Sciences Humaines. La majorité d'entre eux sont des enseignants-chercheurs (maîtres de conférences).

Les étudiants ont été contactés soit directement à la sortie des cours, soit par l'intermédiaire d'un enseignant, soit par mail. Tous ont répondu positivement à notre demande d'entretien. Les entretiens ont été réalisés en deux temps (2010 –2011 et 2011-2012) pour tenir compte de la mise en place des nouvelles actions. Nous avons fait le choix d'interroger des étudiants de première, seconde et troisième années de licence des filières les plus engagées dans la mise en place du DARUP (langues, sciences humaines et sciences) pour apprécier l'évolution de leur perception du DARUP. Nous avons rencontré au total vingt étudiants âgés entre 18 et 21 ans.

Concernant les partenaires extérieurs, la prise de contact a été plus difficile liée à des changements de responsabilités, la mobilité des personnes, des problèmes d'agenda. Après plusieurs relances infructueuses, seul un entretien approfondi a été réalisé avec un intervenant de l'AFE. Des échanges ont également été menés avec des formateurs extérieurs.

c- Recoupement des données

La mise en perspective des différentes méthodes d'investigation a permis de donner une vision d'ensemble de la mise en œuvre et de l'impact du DARUP. Si l'analyse des effets sur le parcours des étudiants est au cœur de la démarche d'évaluation du dispositif, il paraissait cohérent de comprendre comment les actions du DARUP s'inscrivaient dans une stratégie d'établissement et d'analyser leurs effets sur la professionnalité des enseignants. Le croisement de l'ensemble des corpus obtenus par l'analyse documentaire, les entretiens et les questionnaires a permis de confirmer et d'affiner les principaux résultats.

2 Enseignements de politique publique

2.1 Résultats de l'évaluation

2.1.1 Les publics touchés par l'expérimentation

a- Caractéristiques des bénéficiaires de l'expérimentation

L'expérimentation concerne l'ensemble des étudiants de licence d'Albi soit un peu plus de 2 200 inscrits. Plus de 45% d'entre eux sont en première année, un bon tiers inscrit dans une des filières SHS (socio, psycho, géographie et histoire). La majorité des étudiants sont des étudiantes (plus de six inscrits sur dix), issus-ues de milieux modestes (42% enfants d'ouvriers et d'employés) ce qui explique la forte proportion de boursiers-ères (60%) et le fait qu'un tiers d'entre eux-elles travaillent pendant l'année universitaire. Ce profil particulier d'étudiant est propre aux petits sites universitaires de villes moyennes dont un des atouts est de favoriser l'accès à l'enseignement supérieur dans des zones semi-rurales. Les bacheliers généraux sont largement représentés (80% des inscrits) et près de sept étudiants-es sur dix ont eu une scolarité « normale ». A ces caractéristiques, nous pouvons également préciser que le bassin de recrutement du CUFR est limité aux départements nord-est de Midi-Pyrénées (Tarn, Aveyron et Lot).

Concernant les étudiants interrogés dans le cadre de l'enquête par questionnaire, les échantillons d'Albi des deux années sont très comparables en regard des données socio-démographiques collectées (annexe 3 statistiques descriptives). Les différences avec l'échantillon témoin des autres universités sont liées à la taille de de l'établissement et à son implantation dans une ville moyenne rurale : le taux d'étudiants étrangers est de trois point inférieur, la proportion d'enfants de père ou mère « Agriculteur, artisan, commerçant, chef d'entreprise » est environ trois fois supérieure, au détriment de celle des cadres et professions intermédiaires. La proportion de bac obtenu au repêchage ou avec mention passable est aussi supérieure de 10%. Pour autant, plus de 2/3 des étudiants des deux échantillons d'Albi sont « à l'heure » en L3, soit sans allongement de la durée d'études (redoublements, partage des modules sur plusieurs années), ceci contre moins de 40% pour les étudiants d'autres universités. Vraisemblablement le taux d'encadrement du CUFR explique en partie la plus grande réussite des étudiants pour l'ensemble du parcours en L : 10% des étudiants de plus que pour les autres universités déclarent à Albi suivre la quasi totalité des cours et ceux qui se déclarent souvent absents sont marginaux, alors qu'ils s'agit d'un étudiants sur dix pour les universités témoins.

b- Adhésion du public ciblé au dispositif

L'évaluation porte sur un dispositif aux multiples aspects que les étudiants sont susceptibles de confondre lors d'une interrogation en mars de l'année suivant la sortie de L3. Difficile donc d'isoler les effets distincts de chaque dispositif, du point de vue statistique. L'effectif limité rend aussi très rapidement invalide nombre d'éléments descriptifs, même au seuil statistique minimal de 30 individus.

(annexe 3 _ statistiques descriptives) Tableau 2 – Bilan DARUP L3 2010-2011

Le portail	% du total	% pas sous groupe	effectifs
connaissance portail des stages	29,1%	29,1%	44
utilisation portail stage	12,6%	43,2%	19
remplir la convention de stage	12,6%	100,0%	19
connaître les offres	2,6%	21,1%	4
déposer un CV	2,0%	15,8%	3
entrer en contact avec des employeurs	1,3%	10,5%	2
autres	1,3%	10,5%	2
le portail a permis de			
trouver un stage	0,0%	0,0%	0
trouver un emploi	1,3%	10,5%	2
l'utilisation du portail était			
très facile	2,6%	21,1%	4
assez facile	7,9%	63,2%	12
très compliquée	2,0%	15,8%	3
L'UE Portefeuille d'Expériences et de Compétences			
a suivi l'UE PEC	52,3%	52,3%	79
L'UE PEC vous a-t-elle amené à :			
reformuler votre projet de formation	9,9%	19,0%	15
reformuler votre projet professionnel	12,6%	24,1%	19
mieux cibler votre recherche d'emploi	15,9%	30,4%	24
mieux évaluer vos compétences	43,0%	82,3%	65
mieux connaître vos débouchés professionnels	13,9%	26,6%	21
vous préparer à un entretien	29,8%	57,0%	45
modifier votre CV	40,4%	77,2%	61
connaître les démarches administratives	11,3%	21,5%	17
UE Technique de Recherche d'Emploi et Création d'Entreprise	28,5%	28,5%	43
a suivi l'UE TRE	18,5%	65,1%	28
a suivie l'UE CE	9,9%	34,9%	15
Cette ou ces UE vous ont-elle permis de			
reformuler votre projet de formation	4,0%	14,0%	6
reformuler votre projet professionnel	4,0%	14,0%	6
mieux cibler votre recherche d'emploi	10,6%	37,2%	16
mieux évaluer vos compétences	13,2%	46,5%	20
mieux connaître vos débouchés professionnels	7,3%	25,6%	11
vous préparer à un entretien	13,2%	46,5%	20
modifier votre CV	19,2%	67,4%	29
connaître les démarches administratives	11,3%	39,5%	17
Job Dating			
a entendu parler du job dating	100,0%	100,0%	151
a participé au job dating	52,3%	52,3%	79
le job dating vous-a-t-il permis de			
trouver un emploi pendant les études	0,7%	1,3%	1
trouver un emploi après votre L3	0,0%	0,0%	0
trouver un stage	0,0%	0,0%	0
nouer des contacts avec des employeurs potentiels	2,6%	5,0%	4
il ne m'a rien apporté	2,6%	5,0%	4

S'il y a manifestement une évolution sur l'appréciation du service des stages, concomitante au développement de la préparation aux stages, la mise en place tardive du portail (opérationnel uniquement en 2011 et, dans son démarrage uniquement pour l'aspect administratif des conventions) explique largement le fait que, moins d'un tiers des étudiants interrogés déclare connaître le portail (29,1% tableau 5), alors que près d'un étudiant sur deux déclare avoir effectué un stage durant l'année universitaire 2010-2011 (47% tableau 1). De plus, si l'on croise les deux variables, parmi les étudiants qui ont effectué un stage (les 47%) moins de la moitié ont déclaré connaître le portail (46,3%). Ceci explique le faible taux de réponse concernant l'utilisation du portail, soit un peu plus d'un étudiant sur 10 (12,6%). Le détail des mobilisations est inexploitable compte tenu d'un très faible taux de réponse, mais révèle néanmoins que 100% des utilisations concernaient a minima la saisie de la convention de stage. En outre, aucun de ces étudiants n'a déclaré que l'utilisation du portail lui avait permis de trouver un stage.

Les réponses sont nettement plus nombreuses pour l'UE portefeuille d'expérience et de compétences, un étudiant sur deux ayant suivi l'UE. Parmi ces étudiants, une très grande majorité déclarent que l'UE leur a permis de modifier leur CV (77,2%), mieux évaluer leurs compétences (82,3%) et préparer un entretien (57%). Il est important de noter que ces trois modalités obtiennent également le plus haut pourcentage pour l'enquête relative à l'évaluation de l'expérimentation PEC pour 13 universités effectuée auprès de 1000 étudiants.

L'UE technique de Recherche d'Emploi et l'UE Création d'Entreprise semblent concerner un nombre limité d'étudiants (moins d'un tiers), mais l'utilité des UE recoupe celle du PEC, peut-être une possible confusion.

Reste le job dating. La communication a été manifestement efficace puisque 100% des étudiants en ont entendu parler. La moitié y a participé. En revanche très peu ont répondu aux questions relatives à sa mobilisation. Un seul étudiant déclare que le job dating lui a permis de trouver un emploi pendant les études et quatre de nouer des contacts avec des employeurs potentiels. Si ces quatre derniers sont tous en poursuite d'études en 2011-2012, ce n'est plus le cas l'étudiant qui avait trouvé un emploi.

L'analyse des fichiers d'inscription aux UE optionnelles en 2010-2011 permet d'apporter un éclairage supplémentaire (annexe 4 – bilan intermédiaire) :

- UE Portefeuille d'Expériences (semestre 3 – L2) : 109 inscrits soit 2 étudiants sur 10 des effectifs globaux de la deuxième année de licence. Toutes les filières disciplinaires sont représentées sauf le Droit et les Lettres Modernes, mais plus d'un tiers des étudiants inscrits dans l'UE préparent une licence de psychologie (41% des effectifs inscrits en L2 psycho) .
- UE Techniques de Recherche d'Emploi et de Stage (semestre 5 – L3) : 85 inscrits soit un peu moins de deux étudiants sur 10 des effectifs globaux de la troisième année de licence. Là encore, toutes les filières disciplinaires sont représentées sauf le Droit et les Lettres Modernes et les étudiants en psychologie représentent plus du tiers des inscrits dans l'UE (43% des effectifs inscrits en L3 psycho).
- UE Création et Initiation à la Gestion d'Entreprise (semestre 5 – L3) : annulée faute d'inscription suffisante.

Les entretiens auprès des étudiants ont montré que leur connaissance du DARUP est parcellaire. En dehors des étudiants inscrits en psychologie pour lesquels le parcours de professionnalisation est plus ou moins intégré dans leur cursus, les étudiants ont des difficultés à intégrer les UE spécifiques, les stages, le job dating comme des éléments d'un même parcours. Concernant les UE optionnelles, les étudiants disent avoir privilégié des options qui leur semblaient plus utiles pour leurs études : atelier d'expression orale, renforcement langue, animation du campus. Au moment des entretiens, aucun des étudiants rencontrés n'avaient utilisé le portail des stages en raison du peu d'offres disponibles et de l'absence de liens avec d'autres sites (celui de l'université, de l'APEC...) et du retard général de son opérationnalité. Ils nous ont dit avoir trouvé leur stage seuls ou avec l'aide d'un de leurs enseignants. Ils ont, par contre, dû utiliser ce portail pour préparer leurs conventions de stage. Enfin, de manière unanime, les étudiants de L3 ayant suivi le job dating organisé en octobre 2011 ont jugé le concept inadapté par rapport au contenu et à la finalité de leurs études. Les entreprises présentes se sont montrées peu intéressées par leur profil. De fait, cette opération a été couplée, de manière peu adéquate, avec une rencontre entreprises à l'Ecole des Mines. Le ressenti des étudiants (dont la présence était obligatoire pour ceux inscrits dans l'UE Techniques de Recherche d'Emploi et de Stage) confirme la difficulté à rapprocher le monde de l'entreprise et les futurs diplômés de licences généralistes.

2.1.2 Les effets du dispositif expérimenté

a- Effets de l'expérimentation sur le public bénéficiaire

Pour rappel, les objectifs de l'évaluation étaient de mesurer l'impact des actions mises en place dans le cadre du DARUP sur les parcours étudiants et d'apprécier leur réception et connaissance du dispositif.

Sont commentés ci-après les résultats les plus significatifs de l'enquête par questionnaires.

Note sur la construction des indicateurs statistiques

Pour clarifier le mode de construction des indicateurs, le lecteur peut se reporter au questionnaire en annexe. Ont également été mobilisés des éléments remontés de données administratives.

Les indicateurs sont testés (test) sur les échantillons cylindrés et non cylindrés. Un t de student supérieur à 1,62 signifie que l'indicateur est significatif au seuil de 10% (90% de chances que l'écart soit celui observé en moyenne). Sont commentés uniquement les indicateurs ayant donné un résultat significatif sur les deux échantillons et surtout qui s'appliquent, dans les deux échantillons (test et témoin), à des populations d'au moins 30 individus. Lorsque ce seuil n'est pas atteint les résultats sont en italique.

Tableau 3 - Indicateurs : descriptif et significativité, fichier non cylindré

Indicateurs	témoin ALBI	TEST	témoin EXT	ALBI / ALBI	ALBI / EXT
Poursuite d'études	88,0%	88,1%	88,1%	0,0	0,0
Satisfaction générale sur le parcours d'études	92,8%	94,0%	86,3%	0,4	2,2
Changement de spécialité 2010-11	41,3%	37,1%	21,2%	-0,8	-3,1
Redoublement 2010-11	16,2%	22,5%	17,9%	1,4	1,0
Perception des services universitaires	0,0%	0,0%	0,0%		
Aide CV	38,9%	51,0%	36,4%	2,2	2,6
Aide au bilan de compétences	25,7%	37,1%	9,3%	2,2	6,0
Connaissances débouchés professionnels	12,0%	23,2%	17,2%	2,6	1,3
Choix de la formation	5,4%	21,2%	7,9%	4,2	3,3

Aide réorientation	1,8%	7,3%	4,0%	2,3	1,2
Construction projet professionnel	13,2%	29,1%	11,9%	3,5	3,8
Contacteur entreprises	5,4%	16,6%	13,9%	3,2	0,6
Obtenir un stage	9,0%	13,9%	28,5%	1,4	-3,1
Appréciation des services universitaires	0,0%	0,0%	0,0%		
Services orientation	30,1%	31,1%	34,7%	0,2	-0,7
Services insertion	16,3%	9,3%	14,1%	-1,9	-1,3
Service de stage	27,7%	45,0%	41,3%	3,2	0,6
TD projet pro	45,2%	50,3%	30,7%	0,9	3,5
TD Insertion	20,6%	25,2%	13,3%	1,0	2,6
TD orientation	20,1%	27,8%	16,0%	1,6	2,5
effectif	167	151	151		

Tableau 4 - Indicateurs : descriptif et significativité, fichier cylindré

Indicateurs	témoin ALBI	TEST	témoin EXT	ALBI / ALBI	ALBI / EXT
Poursuite d'études	88,9%	90,4%	86,7%	0,4	1,0
Satisfaction générale sur le parcours d'études	93,3%	93,3%	85,5%	0,0	2,1
Changement de spécialité 2010-11	44,4%	35,6%	21,5%	-1,5	-2,6
Redoublement 2010-11	14,8%	23,0%	17,8%	1,7	1,1
Perception des services universitaires					
Aide CV	37,8%	51,9%	36,3%	2,3	2,6
Aide au bilan de compétences	23,7%	37,8%	8,9%	2,5	5,9
Connaissances débouchés professionnels	11,9%	23,7%	16,3%	2,6	1,5
Choix de la formation	5,9%	21,5%	7,4%	3,8	3,3
Aide réorientation	1,5%	7,4%	4,4%	2,4	1,0
Construction projet professionnel	11,1%	28,9%	11,1%	3,7	3,7
Contacteur entreprises	5,9%	17,0%	14,1%	2,9	0,7
Obtenir un stage	10,4%	14,1%	28,9%	-0,9	-3,0
Appréciation des services universitaires					
Services orientation	32,6%	30,4%	35,1%	-0,4	-0,8
Services insertion	16,3%	8,1%	15,8%	-2,1	-1,9
Service de stage	27,4%	45,2%	42,5%	3,1	0,4
TD projet pro	44,4%	52,6%	32,1%	1,3	3,5
TD Insertion	17,9%	26,7%	14,9%	1,7	2,4
TD orientation	17,2%	28,1%	15,7%	2,2	2,5
effectif	135	135	135		

Concernant l'impact du dispositif sur les parcours :

- **La poursuite d'études** : 88% des étudiants poursuivent leurs études quel que soit l'échantillon. Un tel résultat peut surprendre lorsque l'on sait que l'université d'Albi ne propose pas de M1 mais confirme les moyennes nationales.
- Si **la poursuite d'études** est aussi fréquente que dans les autres établissements test, le changement d'établissement (inévitables à Albi pour le M1) conduit à davantage de changement spécialité avec une proportion presque double et proche de 4 étudiant

sur dix. Le dispositif DARUP complet conduit à moins de changements, mais l'écart n'est pas significatif.

- **La satisfaction générale sur le parcours d'études** est relativement et significativement élevée par rapport aux autres universités témoins. Ceci est à mettre en lien avec des cursus plus souvent « à l'heure ». En revanche le dispositif DARUP n'a pas apporté de surplus sur ce point entre 2009-2010 et 2010-2011.

Concernant la perception du dispositif :

- **La perception des services rendus par l'université** est le résultat le plus remarquable et aussi le plus surprenant. En effet, le groupe test (Albi 2010-2011 DARUP complet) se distingue nettement et positivement des étudiants d'Albi de 2009-2010 et du groupe témoin extérieur de 2010-2011 avec des écarts considérables de plus de 10%. Cette ampleur, dans pratiquement tous les registres, surprend. C'est notamment ce constat qui nous a conduit à effectuer une estimation sur échantillon cylindré pour gommer les effets de structure. Le cylindrage n'a néanmoins pas modifié les résultats qui demeurent.
- **L'appréciation des services et TD universitaires**, si elle s'améliore là où les effectifs sont suffisamment conséquents (serv. orientation, TD projet pro, TD orientation), les écarts ne sont pas significatifs, excepté pour les stages, aspect que nous traiterons à part compte-tenu de la part élevée du portail des stages dans le financement de l'expérimentation.
- **L'aide au stage et service des stages** : le pourcentage d'étudiants ayant déclaré avoir obtenu une aide de l'université pour obtenir un stage est inférieure de moitié, par rapport aux autres universités (14% contre 28% 2010-2011). Or, c'est l'un des principaux objectifs de l'expérimentation. Ceci étant, cela justifie le dispositif puisque l'université est en deçà de l'appréciation des autres établissements. Les effectifs ne sont pas suffisants pour déterminer si cette appréciation est significativement modifiée entre l'année « sans » et l'année « avec » le portail des stages, même si on observe un écart de +4%. En revanche, l'appréciation sur le service des stages a évolué positivement et très significativement entre les deux années : 45% des étudiants de L3 de l'année universitaire 2010-2011 jugent le service « utile » ou « très utile », contre 27% pour 2009-2010. Il n'en demeure pas moins, d'une part, qu'il s'agit plutôt d'un rattrapage par rapport aux autres universités dont l'appréciation du service des stages est proche (plus de 40% utile très utile, écart non significatif). D'autre part, la proportion de stagiaires parmi les L3 est inférieure de plus de 10% à celle des autres universités (tableau 1) mais on peut l'expliquer par le fait que les stages peuvent être réalisés tout au long du parcours de licence.

Les enquêtes quantitatives montrent la bonne appréciation des services d'accompagnement qui caractérise l'établissement, et leur renforcement par le DARUP, résultats confirmés par les entretiens réalisés auprès des étudiants (annexe 4 – bilan intermédiaire). Même s'ils ne répondent pas toujours à leurs préoccupations et attentes immédiates, les modules d'accompagnement à l'insertion professionnelle sont globalement jugés « intéressants » et « utiles » pour affiner son projet d'étude et/ou son projet professionnel. Cela a permis, à

quasi-majorité des étudiants rencontrés, de conforter ou de remettre en question leur projet initial (grâce notamment aux stages). Il est cependant difficile d'apprécier l'impact de certains modules (comme le projet personnel et professionnel rendu obligatoire au semestre 1) sur le parcours d'études et/ou le choix d'un métier.

Comme le souligne l'évolution positive de l'appréciation des services rendus, les étudiants sont globalement satisfaits des actions proposées, même si la DOSI n'apparaît pas comme un acteur fort de ce dispositif notamment lors de la recherche de stage. De même le portail des stages a été sous-utilisé en raison des retards liés à sa mise en place, ce qui peut impacter les résultats obtenus.

Rappelons que les étudiants de deuxième et troisième années qui se sont inscrits dans ce dispositif sont marginaux (environ deux sur dix). Comme toute nouveauté, la diffusion des actions proposées prend du temps à se mettre en place. Le dispositif se met en place, autant par l'information institutionnelle que par le bouche à oreille des étudiants.

Le point de vue des enseignants est plus nuancé (annex 4 - bilan intermédiaire). Le DARUP leur paraît utile pour les étudiants qu'ils sentent préoccupés (voire angoissés) par leur avenir. Mais, ils émettent des réserves quant aux attentes réelles des étudiants et les réponses données par le dispositif. Si l'UE obligatoire du semestre 1 (projet personnel et professionnel) et les stages courts constituent une aide à l'orientation, ils estiment globalement que la construction d'un projet professionnel arrive trop tôt dans les cursus.

Quant aux intervenants extérieurs, si tous considèrent l'université comme un acteur reconnu du territoire, les dispositifs spécifiques mis en place pour accompagner l'insertion professionnelle des étudiants sont encore peu connus.

b- Effets attendus et effets induits/inattendus

Conformément aux objectifs de l'expérimentateur, les étudiants de licence ont eu la possibilité de suivre les enseignements nécessaires pour la construction de leur parcours d'étude et pour les aider à préparer leur insertion professionnelle. Néanmoins, l'effet attendu est limité par le caractère optionnel de certaines UE et la manière dont chaque filière de formation (département d'enseignement) a intégré le DARUP dans son cursus. L'analyse des maquettes de formation des 12 licences proposées sur le site (annexe 4 – bilan intermédiaire) montre que si l'inscription à l'UE proposée au premier semestre est bien obligatoire, la présentation des UE optionnelles et des stages n'est pas unifiée (y compris à l'intérieur d'un même domaine de formation). De manière générale, les intitulés manquent de clarté (acronymes qui ne précisent pas les contenus des UE par exemple). Pour des raisons pratiques d'organisation des emplois du temps, les UE optionnelles du DARUP peuvent être présentées dans la liste des UE d'ouverture qui incluent le renforcement en langue, l'acquisition de compétences informatiques...

Concernant les stages, l'obligation de les inscrire dans le parcours de licence n'est pas toujours respectée. Seules quatre licences donnent la possibilité à leurs étudiants d'effectuer un à deux stages (souvent obligatoires lorsqu'ils sont associés au parcours de formation aux métiers de l'enseignement) : psychologie, biologie, sociologie et droit. Dans

les autres filières, la possibilité de faire un stage est inscrite de manière optionnelle dans les UE d'ouverture (à partir du semestre 2). Les Initiatives et Actions Etudiantes (organisation de manifestations ou d'actions sur le campus ou dans le milieu associatif) peuvent éventuellement faire office de stage. Sauf précision contraire des équipes pédagogiques, un étudiant peut ainsi effectuer sa scolarité de licence sans faire de stage. Il faut souligner ici la difficulté à mettre en place des stages courts dans une licence générale même sur un bassin d'emploi à taille humaine. Si, d'une manière générale, entreprises et étudiants plébiscitent les stages, les modalités de leur mise en œuvre en licence générale (durée, calendrier, adéquation au métier visé) font l'objet de nombreux réserves et critiques.

Il faut également souligner l'importance de prendre en compte les effets du DARUP sur les professionnalités enseignantes. Accompagner les étudiants à la construction de leur parcours professionnel demande des compétences et des connaissances autres que disciplinaires. En outre, la majorité des enseignants rencontrés estiment avoir peu de temps à consacrer à ces nouvelles missions qui, par ailleurs, sont peu valorisées dans le monde académique. Cela explique en partie le faible investissement des personnels statutaires dans l'encadrement des actions entièrement assuré (aux semestres 3 et 5) par des vacataires.

c- Gouvernance et coordinations d'acteurs

Articulée aux nouvelles missions de l'université en termes d'insertion professionnelle des diplômés, la mise en place du DARUP nécessite des temps d'apprentissage dont la durée excède le temps de l'expérimentation et de son évaluation. Elle a néanmoins permis de faire émerger une équipe de coordination (les trois chargés de mission) et de renforcer des moyens organisationnels (mise en place de la DOSI, création d'un poste administratif faisant le lien avec les entreprises, responsable de stage dans les licences...). Indépendamment des actions évaluées, la participation des entreprises locales au forum des entreprises, au job dating, aux journées de rencontre... ainsi que le soutien des élus locaux contribuent à transformer progressivement l'image d'une université pluridisciplinaire tournée vers les Lettres et les Sciences Humaines et Sociales.

Pour autant, la réussite d'un tel dispositif repose également sur l'engagement des équipes pédagogiques. Les enseignants investis restent minoritaires et nombre d'entre eux s'estiment insuffisamment informés. De plus, tous ne sont pas convaincus de leur légitimité à prendre en charge ce type de mission. Certains y voient une transformation de leur métier qu'ils acceptent mal. D'autres estiment, au contraire, que cela fait partie des évolutions de l'université.

d- Conclusion de la partie et mise en perspective

Les résultats de l'évaluation confirment la capacité de l'université à mettre en place des dispositifs visant l'accompagnement professionnel des étudiants universitaires. Ils rejoignent en grande partie ce que l'on a pu constater lors de l'expérimentation du PEC par exemple.

Pour autant cela ne va pas sans difficultés ni sans soulever certains questionnements.

L'appropriation du DARUP nécessite, de la part des étudiants, de développer une vision à long terme de leur trajectoire et de modifier leur perception des études universitaires notamment dans le premier cycle, ce qu'ils sont rarement en capacité de faire. L'entrée dans un premier cycle universitaire repose parfois sur des choix par défaut (attente de concours par exemple) ou sur un projet professionnel peu construit. On peut penser que l'introduction de modules orientés vers l'insertion professionnelle dans les cursus devrait avoir un impact positif quant à la construction d'une vision à moyen terme par les étudiants en termes de choix d'orientation (ou de réorientation). Il reste cependant difficile d'évaluer son impact réel sur les sorties d'étude sans diplôme (décrochage).

Reste que la mise en œuvre de telles actions interroge les activités des équipes pédagogiques, traditionnellement orientées vers l'enseignement académique et la recherche, et plus globalement la prise en charge de cette mission par les universités. D'autant plus que ces activités sont mises en place sous forme d'expérimentations largement subventionnées (voir ce qui se passe aujourd'hui avec le plan Licence). La pérennité des dispositifs d'accompagnement repose sur des choix stratégiques, en matière d'allocations de moyens et d'organisation et de valorisation de l'engagement des enseignants, et un réel retour sur investissement en termes d'insertion professionnelle réussie des diplômés. Il est encore trop tôt pour dire ce qu'il en est sur ce point.

2.2 Validité externe des résultats et perspectives de généralisation/essaimage

Si les résultats obtenus au CUFR J.-F. Champollion plaident pour l'intérêt d'un dispositif global, en partie « à la carte », l'établissement bénéficie d'un effet de taille (petits effectifs, encadrement de proximité) et d'une réelle volonté politique d'inscrire la professionnalisation des étudiants dans la culture de l'établissement. Il paraît difficile de parler d'un dispositif « clé en main », tant la mise en œuvre du DARUP est liée à l'histoire du CUFR et aux acteurs qui l'ont porté. Mais, comme nous l'avons déjà souligné, les limites de mise en œuvre tiennent à l'engagement modéré des équipes pédagogiques et aux décisions qui seront prises par l'équipe de direction pour pérenniser financièrement le dispositif.

Indépendamment des effets de contexte, les actions jugées les plus innovantes par les expérimentations : création d'entreprise, portail des stages et job dating, sont celles qui ont eu le moins d'échos favorables de la part des étudiants. Rappelons que le plus gros du financement de l'expérimentation portait sur la création d'un portail des stages. Or les résultats de l'enquête quantitative montrent que, sur ce point, l'appréciation des étudiants du CUFR reste très en deçà des universités témoins. Le retard déjà signalé de la mise en œuvre opérationnelle de ce portail impacte logiquement l'utilisation et l'appréciation que peuvent en faire les étudiants.

2.2.1 Caractère expérimental du dispositif évalué

Le dispositif a été pensé en interne par des enseignants du département de psychologie travaillant, en recherche, sur les questions d'orientation et d'insertion des étudiants. Ils ont bénéficié du soutien de l'équipe de direction. L'expérimentation a constitué pour l'établissement une opportunité pour diffuser et élargir les actions menées

en les formalisant dans le cadre du DARUP. Elle a permis à l'université de se doter d'un portail des stages et d'acquérir la plate-forme numérique PEC.

La stratégie du CUFR est cohérente avec les politiques menées sur le territoire depuis plusieurs années visant à requalifier le site d'enseignement supérieur d'Albi (Vingt villes témoins, expérimenter avec l'Etat, DATAR 2007-2010). Avec le changement de direction en 2010, un des objectifs a été également de transformer l'image de l'université et de renforcer ses liens avec les partenaires économiques. L'arrivée à la tête de l'établissement d'un ancien professeur de l'Ecole des Mines n'est pas étrangère à cette inflexion. C'est d'ailleurs, dans le rapprochement avec l'école d'ingénieurs, que se mettent en place différentes actions comme les forums de l'emploi ou le job dating. Il faut souligner que l'Ecole des Mines a développé une politique d'information et de coopération avec les lycées du territoire qui a, certainement, contraint l'université à s'engager dans une voie plus offensive vis-à-vis de ses partenaires extérieurs. Le DARUP est un des éléments de cette stratégie.

2.2.2 Caractère transférable du dispositif et changement d'échelle

a . Représentativité du terrain, des acteurs et du public bénéficiaire

Le CUFR J-F Champollion a pour spécificités fortes de proposer une offre de formation de premier cycle (licences et licences professionnelles, plus rarement des masters 2) et d'être multisite. Caractéristiques auxquelles il faut ajouter la taille restreinte des équipes pédagogiques.

Sans être unique dans son genre, l'établissement est loin d'être représentatif de ce que sont les universités, y compris dans les villes moyennes.

Le fait d'être situé dans une ville moyenne relativement éloignée de la métropole régionale joue sur le recrutement de ses étudiants (familles aux revenus plus modestes, demande sociale plus forte de professionnalisation).

b- Contexte expérimental

L'évaluation n'a pas eu d'effet sur la conduite de l'expérimentation. D'une part, parce que l'équipe n'a pas pris de décisions ou prodigué des conseils qui auraient pu changer le cours des choses ; d'autre part, parce que les évaluateurs n'ont été que ponctuellement présents sur le site et n'ont pas participé, directement ou indirectement, aux actions menées. L'objectif n'était pas d'être dans une évaluation « embarquée » mais bien de mesurer les effets d'un dispositif tel qu'il a été conçu et mise en œuvre (pour partie avant l'expérimentation) par l'établissement. Aussi, que ce soit dans le cadre des questionnaires ou des entretiens, les étudiants n'ont pas eu le sentiment d'être soumis à un processus expérimental.

Par contre, on peut penser que lors des entretiens avec les enseignants, les questions posées ont amené certains à s'interroger sur leur pratique professionnelle (sans préjuger de l'impact sur une modification de leur pratique) et contribué à diffuser la réflexion au sein des départements d'enseignement.

c- Transférabilité du dispositif

Il paraît difficile de donner une réponse claire et définitive à la question de la transférabilité de l'expérimentation albigeoise. Le DARUP est encore à consolider localement et doit faire l'objet d'une mise en place dans les sites de Rodez et de Castres.

Au regard de ce qui se fait dans d'autres universités, certaines actions qui pouvaient paraître innovantes se sont largement diffusées avec le Plan pour la réussite en licence : projet personnel et professionnel de l'étudiant, portefeuille d'expériences et de compétences, stages... L'originalité du CUFR est d'avoir mis en place un dispositif complet adossé à des services ad hoc. Sa faiblesse tient à sa faible capacité à intégrer l'ensemble de ce dispositif dans les maquettes de formation et à mobiliser l'ensemble des équipes pédagogiques. Une autre difficulté tient à la création de liens efficaces et pérennes entre le monde professionnel et des étudiants de licences généralistes (difficultés à trouver des stages, job dating...). Ces liens ne peuvent se pérenniser, qu'à moyen et long terme, par des relations suivies et soutenues.

Si l'on devait tirer quelques enseignements de cette expérimentation, ce serait :

- de pointer les doublons et les incohérences qui peuvent apparaître au niveau du dispositif, liés à des modules dont les finalités et les contenus sont proches (portefeuille d'expérience, préparation au stage, techniques de recherche de stage et d'emploi). La même remarque doit être faite concernant les outils informatiques dont se dotent les universités (portail de stage, PEC).
- de souligner les limites d'un dispositif « à la carte » dès lors que l'on souhaite faire de l'accompagnement des étudiants un axe fort de la stratégie pédagogique
- d'affirmer la nécessité d'une plus grande information des équipes pédagogiques sur les enjeux d'un tel dispositif et de prendre les mesures nécessaires pour valoriser l'accompagnement des enseignants
- de se doter d'indicateurs permettant de mesurer les effets du dispositif sur les trajectoires étudiantes.

Il paraît également nécessaire de bien mesurer l'impact organisationnel et financier de ce type de dispositif dans un contexte budgétaire plus tendu si l'on souhaite le pérenniser.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de ce travail, l'évaluation de l'expérimentation mise en place par le CUFR J.-F. Champollion a confirmé la capacité d'une petite université à se saisir de la mission d'accompagnement à l'insertion professionnelle des étudiants. Un dispositif comme le DARUP permet, aux étudiants qui le souhaitent, de préparer au mieux leur parcours d'étude et de se doter d'outils pour trouver un stage ou un emploi. Ses limites tiennent à sa faible institutionnalisation et aux apprentissages nécessaires pour amener les étudiants à penser autrement leur trajectoire universitaire. Car, bien qu'appréciées par leurs apports pratiques, les actions proposées ne répondent pas à une demande formulée par les étudiants et peinent à trouver une place légitime dans les maquettes de diplôme. Au final et malgré son ampleur, le dispositif ne touche pas la majorité des inscrits en licence.

La généralisation d'un tel dispositif est d'ores et déjà inscrite dans le Plan pour la réussite en licence. La réforme des maquettes d'enseignement prévoit l'obligation de construire avec l'étudiant son projet personnel et professionnel dès la première année, d'effectuer au moins

un stage avant la fin du cursus et de proposer des outils pour son insertion sur le marché du travail. La mise en œuvre de ce plan a accompagné la diffusion de nouveaux dispositifs tels que le PEC (Portefeuille d'Expériences et de Compétences) ou la charte des stages. Le projet monté par Albi va dans ce sens.



BIBLIOGRAPHIE

Borras I, Epiphane D., Lemistre P., Rik G., 2012, « Etudier en Licence : Parcours et insertion », Céreq ed., Relief, à paraître.

Lemistre P., « Réduire l'incertitude à l'insertion pour les sortants de l'Université diplômés de licence : quels rôles pour le capital social et l'établissement de formation ? », AISLF Rabat 2012

Lemistre Philippe, 2010, L'évaluation en sciences sociales est-elle un mythe ? Le cas des politiques éducatives, in Thomas Couppié, Dominique Epiphane *et alii*, *Évaluation et données longitudinales : quelles relations ?* XVIIes journées d'étude sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail. Céreq, Relief n° 30, mai 2010, pp.111-121, Marseille.

Gayraud Laure, Simon-Zarca Georgie et Soldano Catherine, 2011, Université : les défis de la professionnalisation Nef , n° 46 , 2011 , 36 p

Soldano Catherine (coord), 2009, "*Qualifier les sites d'enseignement supérieur et de recherche. Les nouveaux schémas du développement des territoires universitaires*", Rapport d'étude pour la DIACT, juin 2009

Gayraud Laure (coord), 2009, Professionnalisation dans l'enseignement supérieur : quelles logiques territoriales ? Net.Doc , n° 59 , 2009 , 130 p.

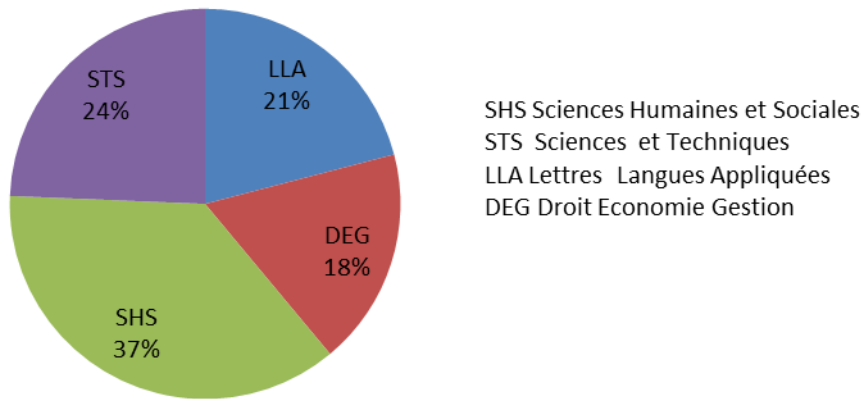
,



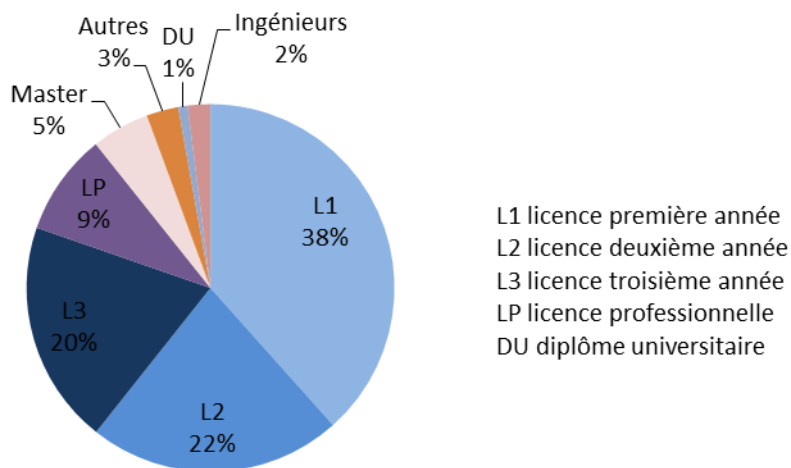
ANNEXES

Annexe 1 : l'offre de formation de l'établissement

Graphique 1 Répartition des étudiants par grands domaines de formation (2010-2011 source établissement)



Graphique 2 - répartition des étudiants par niveaux de formation (rentrée 2010-2011 données de l'établissement)



Enquête Expérimentation jeunes Questionnaire

Variables modifiables

1. Père :

- 1. Ouvrier, employé
- 2. Technicien, agent de maîtrise, VRP, profession intermédiaire
- 3. Cadre, ingénieur, profession libérale
- 4. Artisan, commerçant, chef d'entreprise
- 5. Agriculteur
- 6. N'a jamais travaillé

2. Mère :

- 1. Ouvrier, employé
- 2. Technicien, agent de maîtrise, VRP, profession intermédiaire
- 3. Cadre, ingénieur, profession libérale
- 4. Artisan, commerçant, chef d'entreprise
- 5. Agriculteur
- 6. N'a jamais travaillé

3. Quelle était votre mention au Baccalauréat :

- 1. TB
- 2. B
- 3. AB
- 4. Passable ou Aucune
- 5. Oral de repêchage

4. Au moment du Bac aviez-vous un projet d'études ?

- 1. Oui
- 2. Non

5. Lequel :

6. Au moment du Bac aviez-vous un projet professionnel ?

- 1. Oui
- 2. Non

7. Lequel :

8. Aujourd'hui avez-vous un projet professionnel ?

- 1. Oui
- 2. Non

9. Lequel :

La question n'est pertinente que si projetpro = "Oui"

Après le bac, quelles sont toutes les études que vous avez poursuivies?

Merci de remplir votre parcours dans l'ordre chronologique depuis l'obtention de votre Bac. Si vous avez suivi deux formations lors d'une même année, merci de remplir deux lignes.

Vous pouvez vous aider de l'exemple fourni sur la deuxième ligne.

10. Année du bac

11. Formation

1. BAC

12. Spécialité / Intitulé

13. Validation

1. Oui 2. Non

14. Département

15. Année scolaire

1. Avant 2004 2. 2004/2005 3. 2005/2006
 4. 2006/2007 5. 2007/2008 6. 2008/2009
 7. 2009/2010 8. 2010/2011 9. 2011/2012

16. Formation

1. L1
 2. L2
 3. L3
 4. Licence Pro
 5. IUT 1ère année
 6. IUT 2ème année
 7. STS 1ère année
 8. STS 2ème année
 9. Classe Préparatoire Grandes Ecoles
 10. Autres classes prépa.
 11. Master 1
 12. Master 2
 13. Autre diplôme bac +1
 14. Autre diplôme bac +2
 15. Autre diplôme bac +3
 16. Autre diplôme bac +4
 17. Autre diplôme bac +5 et +
 18. Autre

17. Spécialité / Intitulé

18. Validation

1. Oui 2. Oui en partie 3. Non
4. En cours

19. Département

L'année universitaire 2010/2011

20. Avez-vous effectué un (ou des) stages en 2010/2011 ?

1. Oui 2. Non

21. Avez-vous trouvé ce (ou ces) stage(s) ?

1. Très facilement
2. Assez facilement
3. Avec beaucoup de difficultés

22. Comment avez-vous obtenu le dernier stage effectué pendant l'année 2010/2011 ?

1. Par le portail des stages de votre établissement ou la DOSI
2. Par l'intermédiaire d'un enseignant
3. Par une de vos relations personnelles ou familiales
4. Par une petite annonce (presse, internet)
5. Par une candidature spontanée
6. Autres

23. Durant l'année 2010/2011, avez-vous eu une activité professionnelle rémunérée (plusieurs choix possibles) ?

1. Oui, pendant les vacances
2. Oui, pendant l'année universitaire
3. Non

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

24. Cette ou ces activités étai(en)t-elle(s) (en général) :

1. Directement liée(s) à vos études
2. Proche(s) de votre domaine d'études
3. Sans aucun rapport avec vos études

25. L'activité professionnelle pendant l'année universitaire vous occupait combien d'heures par semaine (en moyenne) :

1. Moins de 5 heures 2. 5 à 10 heures
3. 11 à 20 heures 4. Plus de 20 heures

26. Au cours de l'année 2010/2011 avez-vous changé d'orientation entre le premier et le second semestre ?

1. Oui 2. Non

27. Au cours de l'année 2010/2011, votre Université vous a-t-elle proposé une aide pour (plusieurs réponses possibles) :

- 1. Réaliser votre CV
- 2. Contacter des entreprises
- 3. Faire le bilan de vos compétences
- 4. Connaître vos débouchés professionnels sur le marché du travail
- 5. Choisir votre formation
- 6. Vous réorienter
- 7. Construire votre projet professionnel
- 8. Obtenir un stage

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

28-34. Les services et outils mis à disposition par l'Université vous ont-ils été :

Donnez votre appréciation pour chacun des services dans le tableau suivant (une seule réponse possible) :

1 : Très utile, 2 : Utile, 3 : Inutile, 4 : Ne connaît pas, 5 : N'existe pas

	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Services pour l'information et l'orientation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Services pour l'insertion des étudiants	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Service des stages	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Portefeuille d'Expérience et de Compétences (PEC)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Cours ou TD portant sur le projet professionnel	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Cours ou TD portant sur l'insertion	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Cours ou TD portant sur l'orientation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

35. Au cours de l'année 2010/2011, diriez-vous que :

- 1. Vous avez suivi la quasi-totalité des cours
- 2. Vous avez suivi partiellement les cours
- 3. Vous avez souvent été absent(e) aux cours

36. Au cours de l'année 2010/2011, diriez-vous :

- 1. Vous avez suivi la quasi-totalité des TD et TP
- 2. Vous avez suivi partiellement les TD et TP
- 3. Vous avez souvent été absent aux TD et TP

37. Vous sentez-vous armé pour une future recherche d'emploi ?

- 1. Oui très bien
- 2. Oui à peu près
- 3. Non pas du tout

38. Aujourd'hui êtes-vous toujours étudiant ?

- 1. Oui
- 2. Non

La réponse est obligatoire.

39. Si vous deviez porter une appréciation sur votre parcours d'études, vous diriez que vous êtes :

- 1. Satisfait
- 2. Assez satisfait
- 3. Pas du tout satisfait

Mer à 05 oct 10 et étudiant = "Oui"

40. Quand avez-vous arrêté vos études ?

___/___/_____

La réponse doit être inférieure à 04/2012.

41. Quelles sont les raisons pour lesquelles vous avez arrêté vos études ? (plusieurs réponses possibles)

- 1. Vous n'avez pas réussi vos examens ou concours
- 2. Vous étiez lassé de faire des études
- 3. Pour des raisons financières
- 4. Vous aviez trouvé un emploi
- 5. Vous aviez atteint le niveau de formation souhaité
- 6. Vous avez été refusé dans une formation supérieure
- 7. Vous vouliez entrer dans la vie active
- 8. Autre raison

Vous pouvez cocher plusieurs cases (4 au maximum).

42. Si "Autre raison", laquelle :

43. Vous occupez un emploi

1. Oui 2. Non

La réponse est obligatoire.

44. Vous êtes au chômage ou inactif

1. Oui 2. Non

La réponse est obligatoire.

Aller à '60-emp_dep_etud' si empl = "Non" et chom = "Oui"

45. Vous êtes dans une autre situation

1. Oui 2. Non

La réponse est obligatoire.

46. Si "Autre situation", merci de préciser :

Aller à '65-oct_10' si empl # "Oui" et chom # "Oui" et autre_situa # "Non réponse"

Vous êtes en emploi en mars 2012

47. Quel est l'intitulé exact de l'emploi que vous occupez ?

48. Depuis quand occupez-vous cet emploi ?

___/___/_____

La réponse doit être inférieure à 04/2012.

49. Travaillez-vous dans ?

1. Le secteur privé 2. Le secteur public
3. Autres

50. Si 'Autres', précisez :

51. Quel est votre contrat de travail à cette date ?

1. Fonctionnaire (ou élève-fonctionnaire)
2. Un CDI (contrat à durée indéterminée)
3. Un CDD (contrat à durée déterminée)
4. Intérimaire
5. Autre type de contrat
6. A votre compte

52. Quel est le niveau de cet emploi ?

1. Cadre ou catégorie A de la fonction publique
2. Technicien, agent de maîtrise, catégorie B de la fonction publique
3. Ouvrier, employé ou catégorie C de la fonction publique

53. Quel est votre temps de travail ?

1. Temps plein 2. Temps partiel

54. Si 'Temps partiel', quel pourcentage d'un temps plein (en %) :

55. Comment avez-vous trouvé cet employeur (plusieurs réponses possibles) ?

1. Par Pôle Emploi, une mission locale ou une PAIO
2. Par un stage
3. Par votre établissement de formation
4. Par une de vos relations personnelles ou familiales
5. Par une petite annonce (presse, internet)
6. Par une candidature spontanée
7. En passant un concours de la fonction publique
8. Autres

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

56. Quel est votre salaire NET mensuel primes incluses (moyenne) en euros ?

57. Si vous deviez porter une appréciation sur votre situation professionnelle, vous diriez que vous êtes :

1. Satisfait
2. Assez satisfait
3. Pas du tout satisfait

58. A propos de cet emploi, diriez-vous que vous êtes employé(e) :

1. A votre niveau de compétence
2. En dessous de votre niveau de compétence
3. Au dessus de votre niveau de compétence

59. Actuellement, recherchez-vous un autre emploi ?

1. Oui 2. Non

Aller à '65-oct_10' si empl = "Oui" et chom # "Oui"

Vous êtes au CHOMAGE ou INACTIF actuellement

60. Avez-vous occupé un ou plusieurs emplois depuis que vous avez arrêté vos études ?

1. Oui 2. Non

61. Si oui cela représentait combien de mois au total (environ) ?

62. Cherchez-vous un emploi ?

1. Oui 2. Non

63. Lequel ?

64. Quelles démarches avez-vous effectuées ? (plusieurs réponses possibles) :

1. Vous êtes allé à Pôle Emploi
2. Vous êtes allé dans un CIO
3. Vous avez fait une démarche auprès d'un employeur (candidature spontanée.)
4. Vous avez répondu à une offre d'emploi
5. Vous avez passé un entretien d'embauche
6. Vous avez été inscrit(e) dans une agence d'intérim
7. Vous avez passé un concours de la fonction publique

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

65-73. Merci de récapituler et compléter votre situation depuis octobre 2010

Cochez mois par mois dans le tableau ci-dessous la (ou les) période(s) correspondant à chacune des situations que vous avez connues (3 possibilités par mois : par exemple, ét

1 : Etudes, 2 : Stage, 3 : Emploi pendant les études (), 4 : Emploi (autres), 5 : Chômage, 6 : Vacances, année sabbatique, inactivité...*

	1	2	3	4	5	6
oct 2010	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
nov 2010	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
dec 2010	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
janv 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
fev 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
mars 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
avr 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
mai 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
juin 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

74-82. Merci de récapituler et compléter votre situation depuis octobre 2010

Cochez mois par mois dans le tableau ci-dessous la (ou les) période(s) correspondant à chacune des situations que vous avez connues (3 possibilités par mois : par exemple, ét

1 : Etudes, 2 : Stage, 3 : Emploi pendant les études (), 4 : Emploi (autres), 5 : Chômage, 6 : Vacances, année sabbatique, inactivité...*

	1	2	3	4	5	6
juil 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
août 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
sept 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
oct 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
nov 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
dec 2011	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
janv 2012	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
fev 2012	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
mars 2012	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous étiez parmi les étudiants à qui l'on a proposé une formation au Portefeuille d'Expériences et de Compétences (PEC).

83. A quel moment de l'année avez-vous suivi cette formation ?

1. au 1er semestre 2. au 2nd semestre
3. 1er et 2nd semestres

84. Combien d'heures (TD, TP ou amphi) étaient consacrées à cette formation ?

1. 2 heures ou moins 2. 2 à 5 heures
3. plus de 5 heures

85. Cette formation était-elle obligatoire dans votre cursus d'études ?

1. Oui 2. Non
3. Je ne sais pas

86. Avez-vous suivi cette formation ...

1. Complètement 2. Partiellement 3. Pas du tout

87. Quand avez-vous utilisé le PEC (plusieurs réponses possibles) :

1. Dans le cadre des unités d'enseignement
2. Pour mon usage personnel (job d'été, stages...)
3. Jamais

Vous pouvez cocher plusieurs cases (2 au maximum).

88. Avez-vous rencontré des difficultés techniques pour utiliser le PEC ?

1. Oui, très souvent
2. Oui, de temps en temps
3. Non, jamais

89. Diriez-vous que l'utilisation du PEC était ?

1. Très facile 2. Assez facile
3. Très compliquée

90. Diriez-vous que le temps passé sur le PEC a été ?

- 1. Un bon investissement
- 2. Trop important
- 3. Inutile

91. Pensez-vous que l'accompagnement à l'utilisation du PEC soit nécessaire ?

- 1. Oui
- 2. Non

92. L'accompagnement que vous avez reçu à l'utilisation du PEC a-t-il été suffisant ?

- 1. Oui
- 2. Non

93. Pourquoi ?

94-100. Le PEC vous a-t-il amené à :

1 : Oui, 2 : Non

	1	2		1	2
reformuler votre projet de formation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
reformuler votre projet professionnel	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
mieux cibler votre recherche d'emploi	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	dans l'immédiat	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
mieux évaluer vos compétences	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	à l'avenir	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
mieux connaître vos débouchés professionnels	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
vous préparer à un entretien	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
modifier votre CV	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			

101. Avez-vous été évalué pour la formation au PEC ?

- 1. Oui, note PEC
- 2. Oui, note globale de l'UE
- 3. Rendu non noté
- 4. Non, pas de note

102. Cet outil vous semble-t-il intéressant (plusieurs réponses possibles) :

- 1. Pour trouver du travail
- 2. Pour faire un bilan de compétences
- 3. Pour s'auto-évaluer
- 4. Pour choisir votre formation
- 5. Pour rien de tout cela

Vous pouvez cocher plusieurs cases (4 au maximum).

103-104. Cet outil vous semble-t-il intéressant :

105. Avez-vous entendu parler du portail des stages ?

- 1. Oui
- 2. Non

106. L'avez vous utilisé ?

1. Oui 2. Non

107. Vous avez utilisé le portail pour (plusieurs réponses possibles) :

1. Remplir la convention de stages
2. Connaître les offres (stages et emploi)
3. Déposer un CV
4. Déposer une demande de stage
5. Entrer en contact avec des employeurs
6. Autres

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

108. Si 'Autres', précisez :

109. Le portail vous a permis de (plusieurs réponses possibles) :

1. Trouver un stage 2. Trouver un emploi

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

110. Diriez-vous que l'utilisation du Portail était ?

1. Très facile 2. Assez facile
3. Très compliquée

111. Avez-vous suivi l'UE portefeuille de compétences (L2) ?

1. Oui 2. Non

112-119. Cette UE vous a-t-elle permis de :

1 : Oui, 2 : Non

Reformuler votre projet de formation		
Reformuler votre projet professionnel		
Mieux cibler votre recherche d'emploi et/ou d'installation		
Mieux évaluer vos compétences		
Mieux connaître vos débouchés professionnels		
Vous préparer à un entretien		
Modifier votre CV		
Connaître les démarches administratives		

120-121. Avez-vous suivi les UE :

1 : Oui, 2 : Non

	1	2
UE technique de recherche d'emploi (L3)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
UE création d'entreprise (L3)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

122-129. Cette UE, ou ces UE si vous en avez suivi plusieurs, vous ont-elles permis de :

1 : Oui, 2 : Non

Reformuler votre projet de formation		
Reformuler votre projet professionnel		
Mieux cibler votre recherche d'emploi et/ou d'installation		
Mieux évaluer vos compétences		
Mieux connaître vos débouchés professionnels		
Vous préparer à un entretien		
Modifier votre CV		
Connaître les démarches administratives		

130. Ce(s) UE (DARUP L2 L3) dispositif vous semble-t-il utile (plusieurs réponses possibles) :

- 1. Pour trouver du travail
- 2. Pour créer votre entreprise
- 3. Pour faire un bilan de compétences
- 4. Pour s'auto-évaluer
- 5. Pour choisir votre formation
- 6. Pour rien de tout cela

Vous pouvez cocher plusieurs cases (5 au maximum).

131. Avez-vous entendu parler du job dating ?

- 1. Oui
- 2. Non

132. Y avez-vous participé ?

- 1. Oui
- 2. Non

133. Le job dating vous a-t-il permis de :

- 1. Trouver un emploi pendant les études (dont job d'été)
- 2. Trouver un emploi après votre L3
- 3. Trouver un stage
- 4. Nouer des contacts avec des employeurs potentiels
- 5. Il ne m'a rien apporté

Vous pouvez cocher plusieurs cases (4 au maximum).

Annexe 3 - Statistiques descriptives

Tableau 1. Statistiques descriptives test témoins fichiers non cylindré

année universitaire	2009-2010	2010-2011	2010-2011
Variable	temoin ALBI	TEST	témoin EXT
Homme	34,1%	36,4%	36,4%
Boursier	56,9%	59,6%	59,6%
Français	97,0%	97,4%	94,0%
Profession du père			
Agriculteur, artisan, commerçant, chef d'entreprise	27,00%	19,20%	9,40%
cadre, ingénieur, profession libérale	25,10%	20,50%	32,90%
Profession intermédiaire	15,00%	17,90%	14,80%
Ouvrier, employé	31,70%	42,30%	40,30%
n'a jamais travaillé NSP	1,20%	0,00%	2,70%
Profession de la mère			
Agriculteur, artisan, commerçant, chef d'entreprise	12,20%	10,00%	4,00%
cadre, ingénieur, profession libérale	21,50%	12,60%	21,30%
Profession intermédiaire	9,80%	17,20%	19,30%
Ouvrier, employé	49,10%	55,60%	46,70%
n'a jamais travaillé, NSP	7,40%	4,60%	8,70%
Activités professionnelles en cours d'études			
Stages en 2009-2010	42,8%	47,0%	60,0%
Job d'été	70,7%	58,9%	39,1%
Travail pendant l'année universitaire	32,3%	33,1%	36,4%
A l'heure en L3	64,7%	68,9%	38,4%
Mention au Bac			
Bac mention TB	0,6%	2,0%	6,0%
Bac mention B	6,6%	9,3%	12,6%
Bac mention AB	34,1%	29,8%	31,8%
bac mention passable	52,7%	50,3%	43,7%
bac repêchage	6,0%	8,6%	6,0%
Série du Bac			
International	0,6%	0,0%	0,7%
L	14,4%	17,2%	9,9%
S	38,3%	30,5%	39,7%
ES	27,5%	37,1%	27,2%
Technologique Gestion	1,8%	4,0%	9,3%
Technologique Autre	13,2%	7,9%	6,0%
Professionnel	1,2%		2,6%
Diplôme étranger	2,4%	2,0%	4,0%
Autre	0,6%	1,3%	0,7%
Présence en cours			
Quasi-totalité des cours	91,0%	85,4%	72,2%
Partiellement	7,8%	10,6%	16,6%
Souvent absent	1,2%	3,3%	9,3%
Non reponse	ε	0,7%	2,0%
Présence en TD / TP			
Quasi-totalité des cours	92,8%	88,7%	84,1%
Partiellement	6,0%	7,9%	9,9%
Souvent absent	1,2%	2,6%	4,6%
Non reponse	0,0%	0,1%	1,3%
effectif	167	151	151

Tableau 2. Statistiques descriptives test témoins fichiers cylindrés

année universitaire	2009-2010	2010-2011	2010-2011
Variable	temoin ALBI	TEST	temoin EXT
Homme	31,1%	36,3%	37,8%
Boursier	60,0%	61,5%	59,3%
Français	97,0%	97,0%	2,2%
Profession du père			
Agriculteur, artisan, commerçant, chef d'entreprise	27,40%	18,50%	9,80%
cadre, ingénieur, profession libérale	25,20%	20,00%	31,60%
Profession intermédiaire	11,90%	17,80%	15,00%
Ouvrier, employé	34,10%	43,70%	40,60%
n'a jamais travaillé, NSP	1,50%	0,00%	3,00%
Profession de la mère			
Agriculteur, artisan, commerçant, chef d'entreprise	13,00%	10,30%	3,70%
cadre, ingénieur, profession libérale	20,60%	13,30%	18,70%
Profession intermédiaire	7,60%	16,30%	20,90%
Ouvrier, employé	50,40%	54,80%	47,00%
n'a jamais travaillé, NSP	8,40%	5,20%	9,70%
Activités professionnelles en cours d'études			
Stages en 2009-2010	50,4%	45,9%	62,2%
Job d'été	68,1%	60,0%	37,8%
Travail pendant l'année universitaire	35,6%	30,4%	34,8%
A l'heure en L3	65,9%	68,9%	35,6%
Mention au Bac			
Bac mention TB	0,7%	2,2%	4,4%
Bac mention B	3,7%	9,6%	12,6%
Bac mention AB	34,1%	28,1%	32,6%
bac mention passable	54,1%	51,1%	43,7%
bac repêchage	7,4%	8,9%	6,7%
Série du Bac			
International	0,7%	0,0%	0,7%
L	17,0%	17,0%	8,9%
S	31,1%	31,1%	41,5%
ES	31,9%	36,3%	27,4%
Technologique Gestion	1,5%	3,7%	8,1%
Technologique Autre	14,8%	8,1%	6,7%
Professionnel	2,2%		3,0%
Diplôme étranger	2,4%	2,2%	3,0%
Autre	0,7%	1,5%	0,7%
Présence en cours			
Quasi-totalité des cours	92,6%	86,7%	71,9%
Partiellement	5,9%	11,1%	16,3%
Souvent absent	1,5%	2,2%	9,6%
Non réponse			2,2%
Présence en TD / TP			
Quasi-totalité des cours	91,9%	90,4%	84,4%
Partiellement	6,7%	8,1%	9,6%
Souvent absent	1,5%	1,5%	4,4%
Non réponse			1,5%
effectif	135	135	135

Thématique : _____

Annexe 4 – bilan intermédiaire de l'approche qualitative



CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE TRAVAIL, ORGANISATION, POUVOIR
UMR 5044 – CNRS
UNIVERSITE DE TOULOUSE 2

Evaluation du Dispositif d'Aide à la Réussite Universitaire et Professionnelle CUFR J.-F. Champollion -
Albi

Compte rendu d'exécution intermédiaire

Catherine Soldano – Françoise Dauty – Philippe Lemistre
Centre régional associé CEREQ

15/02/2012

Présentation synthétique des résultats intermédiaires des volets 1, 2 et 4a. Les résultats sont susceptibles d'évoluer à l'analyse des entretiens en cours et des résultats des enquêtes par questionnaires.

SOMMAIRE

Rappel de l'expérimentation

Rappel du dispositif d'évaluation

Présentation générale de l'établissement

Bilan intermédiaire volet 1 : Stratégie et pilotage du dispositif

- Objectifs de l'évaluation
- Questionnements
- Données exploitées
- Analyse des documents stratégiques et de communication
- Bilan des entretiens auprès des porteurs de projet
- Analyse des maquettes de licence

Bilan intermédiaire volet 2 : Engagement des enseignants chercheurs dans le dispositif

- Objectifs de l'évaluation
- Questionnements
- Données exploitées
- Analyse des tableaux d'encadrement
- Bilan des entretiens auprès des enseignants accompagnateurs

Bilan intermédiaire volet 4a : Réception du dispositif par les étudiants

- Objectifs de l'évaluation
- Questionnements
- Données exploitées
- Analyse des tableaux d'inscription aux UE DARUP
- Bilan des entretiens auprès des étudiants

Conclusion provisoire

RAPPEL DE L'EXPERIMENTATION : ACCOMPAGNER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES ETUDIANTS

Initié à la fin des années 2000, le dispositif d'aide à la réussite universitaire et professionnelle (DARUP) recouvre un ensemble d'actions dont nous rappellerons rapidement la mise en place :

2007-2008

- Ouverture des UE « construction d'un parcours de formation – construction d'un projet professionnel / PPP » (semestre 1 – inscription obligatoire), « portefeuille de compétences » (semestre 3 – inscription optionnelle), « techniques de recherche d'emploi » (semestre 5 – inscription optionnelle)
- Généralisation d'un stage obligatoire dans le parcours Licence
- Développement de l'apprentissage

2008-2009

- Désignation d'enseignants référents stages par filières
- Création du CFA « Métiers financiers et commerciaux »

2010-2011

- Création du portail Internet « Insertion professionnelle »
- Organisation du premier « job dating »

Ces actions s'adressent à tous les étudiants inscrits en licence sur le site d'Albi.

L'expérimentation en cours concerne cinq actions :

- La création d'un portail internet « Insertion professionnelle »
- La préparation des stages
- L'acquisition de l'outil PEC (Portefeuille d'Expériences et de Compétences)
- L'initiation à la création et à la gestion d'entreprise
- Le job dating.

RAPPEL DU DISPOSITIF D'ÉVALUATION

L'évaluation a pour objectif :

- d'analyser les forces et faiblesses du DARUP pour lui permettre d'évoluer
- d'apprécier l'effectivité des actions menées
- de mesurer la réception du dispositif par les responsables de filières, les enseignants accompagnateurs et les étudiants.

Le dispositif d'évaluation comporte quatre volets :

- les modalités de mise en œuvre du dispositif
- l'appropriation du dispositif par les enseignants chercheurs et l'impact de la démarche sur leurs représentation et pratiques professionnelles
- l'appropriation et l'efficacité perçue du dispositif par les partenaires extérieurs
- l'appropriation du dispositif par les étudiants et l'impact des différentes actions sur leur parcours de formation et leur insertion professionnelle.

La collecte des données combine plusieurs méthodes : analyse de documents, entretiens semi-directifs, questionnaires.

L'évaluation est menée par quatre chercheurs, sociologues et économistes.

Le bilan intermédiaire présente les premiers résultats liées à l'exploitation des données collectées pour les volets 1, 2 et 4a. Ces résultats sont donnés à titre provisoire.

PRESENTATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT

Le Centre Universitaire de Formation et de Recherche Jean-François Champollion est un établissement public créé par décret du 17/04/2002 à partir des antennes délocalisées du nord-est de Midi-Pyrénées des universités toulousaines (Albi, Rodez, Castres et Figeac). L'ouverture des premières formations sur ces sites date des années 1990. Le CUFR développe également une offre de formation sur quatre autres sites de l'Aveyron et du Tarn (Aubin, Millau, Revel, St-Affrique).

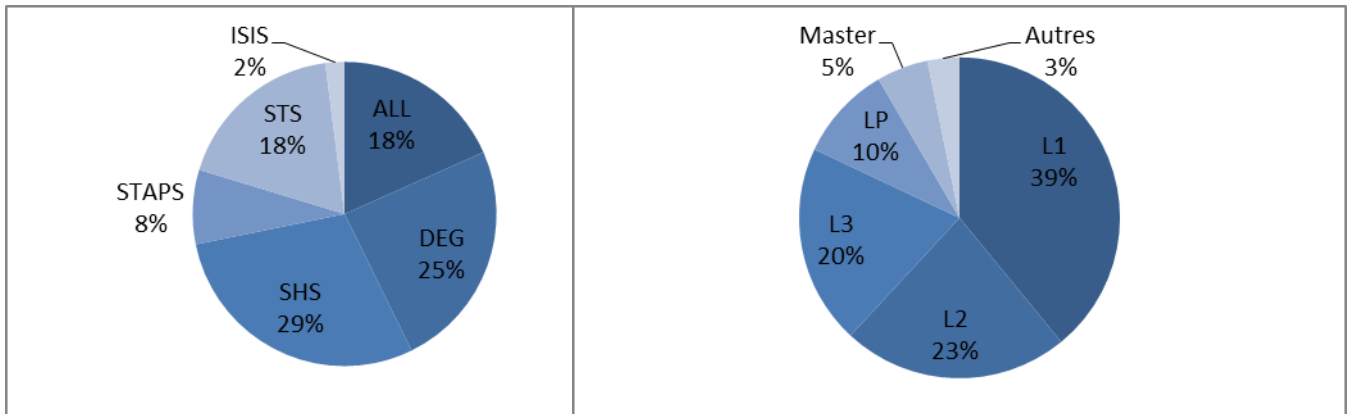
L'établissement accueille un peu plus de 2 700 étudiants. Il compte 80 enseignants, 250 vacataires et 80 personnels administratifs.

Le CUFR est un établissement pluridisciplinaire organisé en six domaines :

- Droit, économie, gestion (Droit, Administration Economique et Sociale)
- Sciences Humaines et Sociales (Histoire, Géographie et Aménagement, Psychologie, Sociologie)
- Arts, Lettres et Langues (Anglais, Espagnol, Lettres Modernes, Langues Etrangères Appliquées)
- Sciences, Techniques, Santé (Physique, Chimie, Ingénierie, Mathématiques, Biologie)
- Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives
- Informatique et Systèmes d'Information pour la Santé (parcours ingénieur)

L'offre de formation est constituée par 15 licences généralistes, 13 licences professionnelles, 5 masters et une filière d'ingénieur. Huit étudiants sur dix poursuivent un cursus de licence. Le site d'Albi – siège administratif du CUFR – accueille environ 2 000 étudiants et 28 formations (à l'exception de LEA, STAPS et ISIS implantés sur Rodez et Castres).

Répartition des effectifs par domaines et niveaux de formation (rentrée 2010)



Objectifs de l'évaluation

- Evaluer la mise en place du DARUP

Questionnements

- Sous quelles conditions et selon quelles modalités s'est effectuée la mise en œuvre du projet (portage, mobilisation interne, information et communication en direction des équipes pédagogiques) ?

Données exploitées

- Documents stratégiques de l'établissement (contrat avec l – rapport d'évaluation de l'AERES)
- Documents de communication de l'établissement (plaquettes de présentation)
- Entretiens auprès de l'équipe dirigeante
- Maquettes pédagogiques des licences (rentrée 2011-2012)

1. L'inscription dans la politique de l'établissement

L'accompagnement des étudiants est inscrit dans le premier contrat quadriennal de développement 2007-2010 (point 2 Accompagner la formation et la vie étudiante). Deux actions sont prévues pour optimiser l'information et l'orientation des étudiants : le renforcement des moyens du Service d'Information et d'Orientation Professionnelle et l'intégration du Dispositif d'Aide à la Réussite Universitaire dans tous les départements de formation. La consolidation du dispositif est inscrite dans le nouveau contrat pluriannuel (2011-2015) signé en juillet 2011. L'accent est mis sur l'orientation (des lycéens et des étudiants de S1), le développement de nouveaux parcours qualifiants et de dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (notamment le PEC), le suivi d'insertion professionnelle des diplômés et la généralisation de l'évaluation des formations. Sont également envisagées des dispositifs d'innovation pédagogiques (enseignant référent – tutorat...). Cependant, aucun indicateur de performance n'est retenu pour mesurer – de manière spécifique - l'impact de ces dispositifs sur la réussite des étudiants.

En termes d'image et de communication, l'accompagnement des étudiants est un point fort de l'établissement. Il est présenté dans les plaquettes de l'établissement éditées en 2010-2011 et 2011-2012. Il faut cependant noter que, nulle part, il est indiqué que le

DARUP est en grande partie optionnel, et qu'à ce titre, il est inscrit dans les UE d'ouverture, au même titre que les stages non obligatoires.

L'arrivée d'un nouveau directeur en 2010, ne remet pas en cause l'inscription stratégique de cet axe dans la politique de l'établissement.

Sur le plan organisationnel, la Division Orientation, Stages et Insertion existe depuis 2007, année du recrutement d'une ingénieure d'études. La DOSI est directement rattachée à la direction générale. Le service emploie quatre personnes dont une chargée d'orientation et d'insertion professionnelle. Outre ses missions d'information et d'orientation, la DOSI organise les rencontres avec les professionnels (dont le job dating) et gère les conventions de stage. L'équipe propose également des formations aux techniques de recherche d'emploi et de stage et intervient dans la construction du projet personnel et professionnel des étudiants ainsi que la création d'un portefeuille de compétences, en marge des unités d'enseignement du DARUP.

Concernant le pilotage du dispositif, trois enseignants ont été nommés en 2005 par l'ancien directeur : une chargée d'insertion professionnelle (maître de conférences en psychologie), un chargé de mission Stages (maître de conférences en psychologie), un chargé de mission Observatoire de la Vie Etudiante (maître de conférences en sociologie). Ils ont été reconduits dans leurs missions par le nouveau directeur. Ces trois enseignants forment, avec la responsable de la DOSI, l'équipe qui porte l'expérimentation. Dans les faits, le projet a été déposé auprès du Haut Commissariat à la Jeunesse par la chargée de mission Insertion Professionnelle et la responsable de la DOSI. Elles en sont les principales animatrices.

A retenir

- ✘ **L'accompagnement des étudiants est un axe important de la stratégie du CUFR. Il constitue le « plus » que peut offrir l'établissement qui – compte tenu de sa taille - mise sur la relation de proximité (meilleure valeur ajoutée au classement des universités en 2010). L'arrivée d'un nouveau directeur en 2010 n'a pas modifié cet objectif. Il estime néanmoins qu'il va falloir renforcer financièrement le dispositif.**
- ✘ **Pensé de manière innovante dans la première moitié des années 2000, le DARUP est en phase avec les objectifs du Plan pour la Réussite en Licence lancé, fin 2007, par le Ministère de l'Enseignement Supérieur.**

2. Bilan des entretiens

Cinq entretiens ont été réalisés auprès des initiateurs et porteurs du projet : trois enseignants-chercheurs chargés des missions : « orientation insertion », « stages », « observatoire de la vie étudiante », la responsable de la division de l'orientation des stages et de l'insertion (DOSI) et le nouveau directeur de l'établissement. Les entretiens, d'une durée moyenne d'une heure, ont tous été enregistrés. Une rencontre avec l'équipe des porteurs de projet a eu lieu en 2011.

Un entretien collectif et un entretien individuel ont été réalisés avec les trois enseignants-chercheurs responsables des formations sur le site de Rodez (dont la responsable de la filière STAPS).

Grille des entretiens

1. Présentation du porteur de projet
2. Objectifs de la démarche et conditions de mise en place
3. Impacts organisationnels
4. Mobilisation des équipes pédagogiques
5. Réception par les étudiants

Panel des entretiens

	sexe	statut	Domaine	Date arr	Responsabilités
1	H	PU	PCI	2010	Directeur du CUFR
2	F	MCF	SHS	2005	Chargée de mission insertion
3	H	MCF	SHS	2007	Chargé de mission stages
4	H	MCF	SHS	2007	Chargé de mission OVE
5	F	IE	Admin	2009	Responsable de la DOSI

- Le directeur de l'établissement a été nommé en 2010. Il était précédemment en poste à l'Ecole des Mines d'Albi. La démarche a été mise en place sous le mandat de l'ancien directeur, aujourd'hui chargé de mission avec le PRES de Toulouse.
- Les trois chargé-es de mission sont des enseignant-es chercheur-es en Sciences Humaines (deux psychologues et un sociologue). Ils ont été nommés par l'ancien directeur en 2007.
- Recrutée en 2009, la responsable de la DOSI est titulaire d'un master en psychologie préparé au CUFR J.-F. Champollion.

Le projet a été largement initié par les enseignants chercheurs en psychologie qui travaillaient – depuis plusieurs années - sur les questions d'orientation et d'insertion professionnelle. S'il n'a pas été fortement soutenu au départ par l'ancien directeur, le projet n'a pas non plus rencontré d'oppositions, y compris de la part des équipes pédagogiques.

Dans un premier temps, la diffusion du projet d'accompagnement des étudiants s'est fait sur le mode de l'adhésion volontaire et de la discussion (rôle important joué par une PU en psycho).

La création de la DOSI puis le lancement de l'expérimentation ont accéléré le processus. Le dispositif arrive à une phase de normalisation et de généralisation des actions qui ne semblent pas toujours bien perçues par les équipes. L'absence de communication sur ce projet n'a pas permis de lever certaines résistances. L'arrivée d'un nouveau directeur favorable de ce type d'initiatives constitue un élément important pour la pérennisation du dispositif.

Si – d'une manière générale – les enseignants (notamment enseignants chercheurs) ne sont pas défavorables à la démarche, certains en ont une vision plutôt critique. Ils y voient un

changement non négocié de leurs missions dans un contexte déjà tendu en termes d'évaluation de leurs activités de recherche et une surcharge de travail.

3. Analyse des maquettes de formation

Seules ont été examinées les 12 licences générales du site d'Albi, supports du DARUP. L'analyse porte sur les maquettes de formation mises en ligne sur le site du CUFR.

Les douze licences générales de l'établissement incluent de manière différenciée le parcours DARUP. Si toutes les maquettes rendent obligatoire l'inscription à l'UE Projet Personnel et Professionnel (PPP) du semestre 1, les UE optionnelles des semestres 3 et 5 et les stages ne sont pas présentées de manière unifiée (y compris à l'intérieur d'un même domaine de formation).

De manière générale, les intitulés manquent de clarté (acronymes qui ne précisent pas les contenus des UE optionnelles des semestres 3 et 5 par exemple).

Les UE optionnelles du DARUP font partie des UE d'ouverture qui incluent le renforcement en langue, l'acquisition de compétences informatiques, le stage...

L'obligation du stage dans le parcours de licence n'est pas toujours respectée. Seules quatre licences ont inscrit l'obligation d'effectuer un (ou deux) stages durant le cursus (psycho, biologie et sociologie pour un parcours), droit.

Dans la plupart des filières, la possibilité d'effectuer un stage est inscrite – de manière optionnelle - dans les UE d'ouverture dès le semestre 2. Sauf précision contraire des équipes pédagogiques (qui n'apparaît pas dans la présentation des licences), un étudiant peut effectuer toute sa scolarité sans faire un stage en entreprise. Dans plusieurs filières, les Initiatives et Actions Etudiantes (organisation de manifestations/actions sur le campus ou dans le milieu associatif) peuvent se substituer au stage. Sur ce point, l'obligation du stage inscrite au Plan national pour la Réussite en Licence n'est pas respectée.

A retenir

- ✘ **Les unités d'enseignement liées au DARUP sont présentes dans toutes les maquettes de licence, quelque soit le domaine ou la filière de formation. L'objectif stratégique de généraliser le dispositif à toutes les filières est atteint. Par contre, les informations sur les finalités et le contenu des UE manquent.**
- ✘ **L'intégration des stages dans le cursus est moins satisfaisante. Seuls quatre parcours de licence ont inscrit l'obligation de faire un stage dans leur maquette. Le stage est le plus souvent une option de l'UE d'ouverture. La durée des stages et les modalités d'évaluation ne sont pas toujours indiquées. Dans le cas contraire, il s'agit de stage court allant d'une semaine à un mois.**

BILAN INTERMEDIAIRE VOLET 2 – ENGAGEMENT DES ENSEIGNANTS CHERCHEURS DANS LE DISPOSITIF

Objectifs de l'évaluation

- Evaluer l'appropriation du dispositif, leur impact sur les représentations et pratiques professionnelles des enseignants accompagnateurs et leur rapport aux étudiants
- Analyser la diffusion des missions d'accompagnement à l'insertion professionnelle dans l'université et la perception du positionnement stratégique de l'établissement

Questionnements

- De quelles manières les enseignants chercheurs s'investissent-ils dans ce type dispositif ?
- Peut-on mesurer un impact sur leur manière de concevoir leurs enseignements et leur relation aux étudiants ?

Données exploitées

- Listes d'encadrement des UE obligatoires et optionnelles du DARUP fournies par la DOSI
- Entretiens semi-directifs auprès des enseignants

1. Analyse des listes d'encadrement

L'établissement compte moins de cent postes de titulaires pour plus de deux mille étudiants, une situation de sous-encadrement relevée par l'AERES. Les formations sont assurées par une cinquantaine d'enseignants-chercheurs (professeurs d'université, maîtres de conférences et ATER), une vingtaine d'agrégés et de certifiés (PRAG-PRCE) et plus de quatre cent vacataires (chargés de cours sous contrat avec le CUFR ou titulaires des universités toulousaines sous contrat).

Les enseignants titulaires sont sollicités pour encadrer deux actions du DARUP : l'UE obligatoire du semestre 1 et les stages. Les UE optionnelles des semestres 3 et 5 sont animés par des intervenants extérieurs.

- L'encadrement des UE obligatoires et optionnelles du dispositif

En 2010-2011, onze titulaires (soit un peu plus de 10% des effectifs enseignants) et cinq vacataire ont encadré les 24 groupes de TD de l'UE obligatoire du semestre 1. Les enseignants chercheurs représentent moins de la moitié des encadrants (3 MCF dont 2 en postes à Rodez et 1 professeur d'université).

En 2011-2012, les 34 groupes ouverts ont été encadrés par 13 formateurs. Huit d'entre eux intervenaient déjà l'année dernière (3 vacataires -1 MCF sur Rodez- 3 PRAG – 1 IATOS). Un seul MCF parmi les nouveaux accompagnateurs. {Données DOSI}

- L'encadrement des stages

Toutes les filières ont un responsable de stage (généralement le chef du département). L'encadrement des stages repose sur les chefs de département ou des enseignants volontaires.

2. Bilan des entretiens auprès des accompagnateurs

Onze entretiens ont été réalisés – en face à face – avec différents personnels engagés dans le DARUP : enseignants, enseignants-chercheurs, chargés d’orientation, responsable administratif. Les personnels ont été contactés directement à partir des listes fournies par la DOSI. Tous les entretiens ont été enregistrés et retranscrits. Seuls seront présentés ici les premiers résultats concernant les enseignants accompagnateurs.

Grille des entretiens

1. *La perception/réception de la stratégie de l’établissement*
2. *La mobilisation et l’implication des enseignant-es dans le dispositif*
3. *Les compétences, savoir-faire et apprentissages spécifiques de l’accompagnement*
4. *La perception des dispositifs dans lesquels ils-elles sont impliqué-es (plus-value pour l’étudiant et pour le diplôme)*

Panel accompagnateurs

La majorité des enseignants rencontrés sont des enseignants expérimentés (plus de 10 ans de carrière), Albi est rarement leur premier poste. Certains d’entre eux ont fait l’apprentissage de l’accompagnement sur leurs postes précédents.

	sexe	statut	Discipline	Date arr	Responsabilités
1	F	PU	SHS	2000 ?	Responsable de filière Encadrement stages
2	F	MCF	ALL	2000	Responsable de filière et des stages pdt 4 ans
3	F	MCF	DAG	2008	PPP L1 + encadrement stage L2 (Rodez)
4	F	MCF	SHS	2005	encadrement stages
5	F	PRAG	PCI	2003	Référente L1 + encadrement stages
6	H	MCF	PCI	2004	Responsable de filière – PPP1 (1 an)
7	H	MCF	SHS	?	encadrement stages
8	H	MCF	SHS	2004	Responsable de filière + encadrement stages
9	H	MCF	SHS	2007	encadrement stages

Les enseignants rencontrés n’ont pas toujours la vision globale du dispositif d’accompagnement à la réussite universitaire et professionnelle des étudiants. Les représentations qu’ils en construisent se basent sur leur implication – limitée - dans l’encadrement de l’UE PPP de première année ou l’encadrement de stage. S’ils n’ont pas été mis officiellement au courant de l’expérimentation, ils connaissent néanmoins les objectifs généraux de la démarche.

Tous ne sont pas convaincus du bien-fondé d’un accompagnement à la professionnalisation des étudiants dans le cadre de leur fonction. Certains y voient une transformation de la philosophie de l’université (mission de culture générale). Ils perçoivent le dispositif mis en place comme une réponse aux injonctions ministérielles et une transformation de leurs

missions (notamment les enseignants chercheurs). A l'inverse, d'autres estiment que l'université doit évoluer (répondre à de nouvelles attentes des usagers) et que les enseignants doivent s'adapter. Ils défendent l'idée que l'établissement a été précurseur dans ce domaine (ce qui est en partie vrai, l'encadrement des étudiants ayant toujours été un souci fort des équipes pédagogiques). Certains estiment que certaines unités de formation de leur filière sont déjà orientées vers la professionnalisation des étudiants (transmission de savoir-faire techniques).

L'engagement des enseignants relève d'une démarche volontaire. L'établissement n'impose pas l'obligation d'encadrement des étudiants vers la professionnalisation dans les fiches de services. Pratiquement tous soulignent le peu d'intérêt manifesté par leurs collègues pour ce type de mission. Les enseignants les plus motivés et les plus investis font preuve d'un intérêt personnel et/ou professionnel pour le projet. Ils-elles disent développer une certaine conception de leur métier : mieux connaître leurs étudiants (ou les connaître autrement) et transmettre des connaissances « utiles » en lien avec des réalités professionnelles. Les enseignants les moins motivés (encadrement des stages) insistent plus sur le caractère chronophage de ce type de mission.

De l'avis de tous, l'investissement dans le DARUP nécessite des compétences qui ne sont pas celles de l'enseignement universitaire « classique ». Une minorité d'enseignants dit s'être auto-formé pour assurer leur encadrement (UE PPP). Nombreux sont ceux qui reconnaissent leur manque de connaissance du monde du travail. Mais, la majorité d'entre eux ne font pas la démarche d'aller dans les entreprises par manque de temps et/ou d'intérêt.

Pour une partie d'entre eux, l'accompagnement à la professionnalisation a modifié leur manière de concevoir leur cours (être moins académique, plus communicant).

Les avis sont nuancés quant aux apports de l'UE1 et des stages dans le parcours des étudiants. D'un point de vue général, nos interlocuteurs estiment que c'est un plus pour des étudiants qu'ils sentent angoissés par leur insertion dans le monde du travail : aide à l'orientation par le PPP, connaissances pratiques des métiers à travers les stages. Mais, ils restent réservés à la fois sur ce qu'attendent réellement les étudiants (ne perçoivent pas une réelle demande de leur part) et l'apport de ce dispositif (pas toujours en phase avec les problèmes ou questionnements des étudiants). D'une manière un peu générale, ils estiment que la construction d'un projet professionnel arrive trop tôt dans le temps de la formation (UE de S2).

A retenir

- ✘ **Même s'ils ne se sentent pas toujours compétents et reconnus, les enseignants rencontrés estiment que l'accompagnement à la professionnalisation des étudiants est une démarche intéressante.**
- ✘ **Pour autant, les enseignants réellement investis sont minoritaires. L'effet disciplinaire (psycho), le statut (pas de recherche), les parcours (passage en IUT) jouent comme des éléments facilitateurs de l'engagement dans le dispositif. De l'avis de nos interlocuteurs, il est difficile de mobiliser les équipes sur ce type de mission qui s'avère assez chronophage.**
- ✘ **Accompagner les étudiants à la construction de leur parcours de formation versus professionnalisation demande des compétences (et des connaissances) nouvelles et**

redéfinir, un peu plus qu'à la marge, les missions des enseignants. Penser la professionnalisation au sein d'une formation revient à penser autrement la transmission des savoirs (partir des domaines professionnels et des métiers et non plus des grandes questions théoriques de la discipline).

- ✘ La perception que peuvent avoir les enseignants de l'apport du dispositif pour les étudiants est assez mitigée. Les plus convaincus y voient une aide réelle à l'orientation que ce soit le PPP ou le stage. Les autres ont une analyse plus critique et pointent les limites du dispositifs en termes d'évaluation et d'impacts sur le parcours des étudiants.
- ✘ Finalement, une des questions que posent certains de nos interlocuteurs concerne la pertinence de demander aux étudiants de construire leur projet professionnel dès les premières années de formation à l'université.

BILAN INTERMEDIAIRE VOLET 4a : RECEPTION DU DISPOSITIF PAR LES ETUDIANTS

Objectifs

- Evaluer l'appropriation du dispositif, leur impact sur les représentations et pratiques professionnelles des enseignants accompagnateurs et leur rapport aux étudiants
- Analyser la diffusion des missions d'accompagnement à l'insertion professionnelle dans l'université et la perception du positionnement stratégique de l'établissement

Questionnements

- Qui sont les étudiant-es inscrit-es dans les UE optionnelles du dispositif ?
- Qu'est-ce qui a motivé leur choix ?
- Est-ce que le dispositif a impacté leur parcours de formation et/ou leur projet professionnel ?
- Que pensent-ils-elles globalement du dispositif et de l'accompagnement ?

Données

- Tableaux d'inscription des étudiants dans les UE optionnelles
- 20 Entretiens semi-directifs

1. Bilan des inscriptions 2010-2011 aux UE optionnelles de 2^{ème} et 3^{ème} années

Le bilan porte sur les inscriptions aux UE Portefeuille d'Expériences (S3) et Techniques de Recherche d'Emploi (S5). L'UE Création et Initiation à la Gestion d'Entreprise a été annulée faute d'inscriptions suffisantes.

○ UE Portefeuille d'Expériences

109 inscrits (99 présents), soit, en moyenne, un peu plus de deux étudiant-es sur dix inscrits en 2^{ème} année de licence. Six groupes ont été ouverts (entre 13 et 23 inscrits par groupe) encadrés par trois intervenants vacataires. Un tiers des étudiant-es inscrit-es prépare une licence de psychologie (41% des effectifs de L2).

Thématique : _____

Domaines	filières	Inscrit L2	Inscrit UE	% L2
ALL	Anglais	43	6	14%
	Espagnol	27	0	0%
	Lettres Modernes	27	3	11%
DAG	Droit	129	0	0
SHS	Géographie	18	9	50%
	Histoire	50	13	26%
	Psychologie	80	33	41%
	Sociologie	39	15	38%
STS	Biologie	31	14	45%
	Informatique	16	5	31%
	Maths	12	1	8%
	Phys-Chimie-Ing	21	7	29%
		493	106*	

*3 disciplines non renseignées

o UE Techniques de Recherche d'Emploi

85 inscrits, soit un peu moins de deux étudiant-es sur dix inscrits en 3^{ème} année de licence. Six groupes ont été ouverts (entre 10 et 16 inscrits par groupe) encadrés par trois intervenants vacataires. Plus d'un tiers des étudiant-es inscrit-es prépare une licence de psychologie (43% des effectifs de L3).

domaines	filières	Inscrit L3	Inscrit UE	% L3
ALL	Anglais	44	4	9%
	Espagnol	33	5	15%
	Lettres Modernes	18	0	0%
DAG	Droit	124	0	0%
SHS	Géographie	35	10	29%
	Histoire	41	3	7%

Thématique : _____

	Psychologie	56	24	43%
	Sociologie	37	16	43%
STS	Biologie	12	6	50%
	Informatique	18	8	44%
	Maths	9	2	22%
	Phys-Chimie-Ing	24	7	29%
		451	85	

A retenir

- ✘ **Les UE optionnelles touchent inégalement les étudiants inscrits en L2 et L3 (étudiants en Droit absents du dispositif).**

2. Bilan des entretiens auprès des étudiant-es

Vingt entretiens ont été réalisés auprès des étudiant-es : six en 2010-11 et douze en 2011-2012. Tous les entretiens se sont déroulés sur la base du volontariat. Une dizaine d'entretiens supplémentaires sont prévus au premier trimestre 2012 auprès des étudiants de L2 qui ont bénéficié, à la rentrée 2011, de la version numérique du portefeuille d'expériences et de compétences (PEC).

Les entretiens ont été réalisés par téléphone (2010-2011) et en face à face (2011-2012). Ils ont duré entre 30 et 45 mn. Les étudiants ont été contactés à partir des listes fournies par la DOSI ou lors de séances de TRE. Le panachage des disciplines reflète la composition des groupes et des réponses étudiantes.

Grille des entretiens

1. Parcours scolaire
2. Projet d'étude/professionnel
3. Connaissance du DARUP (outils utilisés/UE suivies)
4. Accompagnement/encadrement
5. Avis sur les apports en termes d'orientation et d'insertion

Le panel étudiant

Les étudiants-es rencontrés-es sont majoritairement des filles et issus-es d'un bac général.

La plupart d'entre eux-elles ont choisi leur filière d'études avec un projet professionnel à peu près défini. Tous n'ont pas le même parcours (trois sont arrivés en licence après une réorientation) et la même connaissance du monde du travail (un peu moins de la moitié a déjà une expérience professionnelle en dehors des stages (principalement des jobs d'été).

Thématique : _____

	Niveau	sexe	bac	filière	PPP (L1)	stage optionnel	stage obligatoire	PEC (L2)	TRE (L3)	CE (L3)	Job dating
Année 2010-2011	L1	F	L	anglais	2010-11	prévu en L2					
	L1	F	L	espagnol	2010-11	prévu en L2					
	L2	F	ES	psycho	2009-10	2010-11		OUI			
	L2	F	S	maths	2009-10			OUI			
	L3	F	ES	géo-amé	2008-09	2009-10			OUI		
	L3	F	L	psycho	2008-09			OUI		OUI	
	L3	G	ES	socio	2008-09						
	L3	G	ES	socio	2008-09				OUI		
Année 2011-2012	L3	F	ES	socio	2009-10	OUI	OUI	OUI	OUI		OUI
	L3	F	ES	socio					OUI		OUI
	L3	F	S	psycho	2009-10	OUI	OUI	OUI	OUI		OUI
	L3	F	ES	psycho	2009-10	OUI	OUI	OUI	OUI		OUI
	L3	F	L	psycho	2009-10	OUI	OUI	OUI	OUI		OUI
	L3	F	L	psycho	2009-10	OUI	OUI	OUI	OUI		OUI
	L3	F	L	socio	2009-10	OUI	OUI	OUI	OUI		OUI
	L3	G	ST	géo					OUI		OUI
	L3	F	S	psycho	2009-10		OUI		OUI		OUI
	L3	G	ES	histoire	2009-10	OUI	OUI		OUI		OUI
	L3	F	S	biologie	2009-10	OUI	OUI		OUI		OUI
	L3	G	ST	biologie			OUI		OUI		OUI

Note de lecture du tableau

Trois étudiants n'ont pas suivi le PPP obligatoire de L1 : deux sont arrivés après une formation de technicien supérieur, une a repris ses études pour devenir professeur des écoles. 9 étudiants ont suivi l'UE PEC. Le job dating a été rendu obligatoire pour les étudiants inscrits en TRE en 2011

La connaissance qu'ont les étudiant-es du DARUP est partielle. En dehors des étudiantes inscrites en L3 de psycho pour qui le parcours est plus ou moins intégré dans leur cursus, les étudiants-es ne perçoivent pas les différentes UE et stages comme faisant partie d'un parcours. Le choix des options ne suit pas de logique particulière. Certains-es étudiants-es disent avoir privilégié des options qui leur semblaient plus utiles pour leurs études (atelier d'expression orale, renforcement langue, animation campus).

Même s'ils ne répondent pas toujours à leurs préoccupations/attentes immédiates, les modules sont globalement jugés intéressants et utiles pour affiner son projet d'étude et/ou professionnel. Cela a permis à pratiquement la majorité d'entre eux de conforter ou de remettre en question leur projet initial (en particulier les stages). Il est cependant difficile de mesurer l'impact réel de certains modules (PPP) sur le parcours d'études et/ou le choix d'un métier.

Les étudiants-es apprécient les aspects pratiques de ce qui est transmis dans les modules (parcours et options de formation, techniques de recherche d'emploi réinvesties pour la recherche d'un stage ou d'un job d'été...) même si la majorité d'entre eux-elles disent ne pas vraiment réinvestir ces connaissances pratiques lorsqu'ils en ont besoin (fabrication des CV à partir des sites internet...).

Au moment de l'évaluation, aucun-e étudiant-e n'avait utilisé le portail des stages dans leur recherche en raison du peu d'offres disponibles et de l'absence de liens avec d'autres sites. Les étudiants-es ont trouvé leur stage seuls-es ou avec l'aide

d'un-e enseignant-e. Ils ont, par contre, dû utiliser ce portail pour préparer leurs conventions de stage, ce qui ne c'est pas toujours fait sans difficulté.

Enfin, de manière unanime, les étudiants-es de L3 ayant suivi le job dating (UE TRE) d'octobre 2011 ont jugé le concept inadapté par rapport au contenu et finalité de leur formation (pas d'entreprises intéressées par leur profil).

A retenir

- ✘ Les étudiant-es ne sont pas spécialement demandeurs de ce type de dispositif mais apprécient son existence. Un seul étudiant (L3) remet en question un dispositif de professionnalisation estimant que ce n'est pas le rôle de l'université de préparer à un métier.
- ✘ Tous les modules proposés ont leur utilité immédiate (conforter un choix de filière, s'informer, acquérir des outils...) mais leur impact en termes d'orientation est difficile à évaluer. La perception que les étudiant-es ont du DARUP est vague et partielle (pas de réelle vision de la stratégie de professionnalisation du fait du caractère optionnel des modules) et assez scolaire (c'est obligatoire alors on fait, sinon on voit si cela peut être utile ou pas).
- ✘ En L1, la projection dans un métier précis (autre qu'enseignant) est assez rare. Les étudiant-es sont attiré-es par un – voire plusieurs - champs professionnels. En L3, le projet professionnel se décline à court terme par le choix d'un master. Pour s'orienter, les étudiant-es à faire confiance à leurs enseignants.

CONCLUSION PROVISOIRE

La mise en place d'un dispositif d'accompagnement à la réussite et l'insertion professionnelle des étudiant-es de licence est effective. Elle se traduit par l'inscription dans les maquettes de formation d'unités de formation obligatoires et optionnelles, l'organisation pour la deuxième année consécutive d'un job dating, la mise en service du portail d'insertion et l'acquisition de l'outil numérique PEC permettant la création et la gestion d'un portefeuille d'expériences et de compétences. Restera, au terme de l'expérimentation à consolider ce dispositif, notamment sur le plan budgétaire.

Si, à aucun moment, le DARUP n'a été remis en cause dans les entretiens, la réception de ce dispositif par les équipes pédagogiques et les étudiant-es est nuancée.

Les enseignants (notamment les enseignants chercheurs) sont difficiles à mobiliser pour encadrer l'unité d'enseignement obligatoire de première année (construction du projet personnel et professionnel de l'étudiant) et les stages. Les enseignant-es les plus engagé-es – par leur parcours personnel ou leur formation – y voient une autre façon de penser les formations, plus adaptée aux réalités que devront affronter les étudiant-es. De manière assez unanime, l'accompagnement des étudiants dans leur professionnalisation est perçu comme une activité chronophage, insuffisamment valorisé dans les services et demandant des compétences spécifiques pour lesquelles aucune formation n'est prévue. Certain-es y voient le rôle de la DOSI plutôt que des enseignant-es.

Du côté des étudiants, il n'y a pas de réelle demande, ni attente à ce que l'université les accompagne dans leur insertion professionnelle (ce qui n'est pas le cas en ce qui concerne l'orientation et l'information sur les parcours de formation, les étudiant-es ne faisant pas forcément le lien entre les deux). Globalement, même si l'utilité immédiate des UE n'est pas toujours bien perçue, les étudiant-es n'ont pas le sentiment de perdre leur temps. De même qu'ils-elles disent apprécier le contact avec des professionnels que ce soit dans le cadre du PPP ou des stages. A travers leur discours, la DOSI n'apparaît pas comme un acteur privilégié, les étudiant-es se retournant plus volontiers vers leurs enseignant-es.

La démarche d'évaluation se poursuit durant le premier semestre 2012 : quelques entretiens complémentaires auprès des responsables de domaines pédagogiques, des étudiants de L2 et des partenaires extérieurs, poursuite des enquêtes par questionnaires et analyse des dispositifs techniques (portail et PEC).

Les résultats définitifs seront disponibles en octobre-novembre 2012.

Thématique : _____

Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative
Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative

Mission d'animation du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse
95, avenue de France 75 650 Paris Cedex 13
Téléphone : 01 40 45 93 22
www.experimentation.jeunes.gouv.fr

